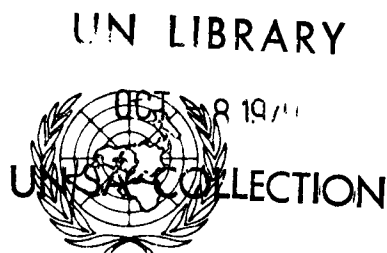




NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/34/408
21 septembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
Point 105 de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Composition du Secrétariat

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. COMPOSITION DU SECRETARIAT	1 - 13	5
A. Effectif total du personnel de l'Organisation des Nations Unies	2	5
B. Répartition géographique du personnel du Secrétariat	3	5
C. Représentation des Etats Membres	4 - 8	7
D. Répartition des fonctionnaires de rang supérieur	9	11
E. Transmission des postes	10	13
F. Proportion d'hommes et de femmes au Secrétariat .	11	13
G. Répartition selon l'âge	12 - 13	13
II. RECRUTEMENT ET CONDITIONS D'EMPLOI DES ADMINISTRATEURS	14 - 28	19
A. Bulletins de vacance de postes et publicité	14 - 15	19
B. Fichier de candidats	16	20
C. Sélection par voie de concours	17 - 19	21
D. Définition des groupes professionnels	20 - 21	22
E. Evaluation du comportement professionnel des fonctionnaires	22	24

* A/34/150.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Pages</u>
II. (<u>suite</u>)		
F. Mobilité du personnel	23	25
G. Prorogations au-delà de l'âge fixé pour la retraite .	24 - 28	25
III. CONDITIONS D'EMPLOI DES FEMMES	29 - 35	28
IV. CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES GENERAUX	36 - 37	30

ANNEXE

TABLEAUX STATISTIQUES

	<u>Pages annexe</u>
A. TABLEAUX PAR REGION	
1. Nombre d'Etats Membres et nombre de nationalités représentées au Secrétariat par des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par région	1
2. Nombre total d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur du Secrétariat titulaires de nominations à titre permanent, de nominations pour une période de stage ou de nominations pour une durée déterminée d'un an ou plus, par type d'affectation et par région	1
3. Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique et nombre moyen de postes souhaitable, par région	2
4. Nominations, cessations de service et autres mouvements de personnel occupant des postes soumis à la répartition géographique, par région et par type de nomination	2
5. Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par bureau et par région	3
6. Nombre de hauts fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique par région et par classe	3
7. Répartition du personnel par région, selon le sexe et la classe	4
8. Nombre de fonctionnaires engagés comme conseillers pour des projets de coopération technique (le nombre de fonctionnaires du sexe féminin est indiqué entre parenthèses)	5

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages annexe

B. TABLEAUX PAR NATIONALITE

9.	Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par région, par nationalité et par classe	6
10.	Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par région, par nationalité et par type de nomination	12
11.	Nominations à des postes soumis à la répartition géographique, par région, par nationalité et par classe (le nombre de fonctionnaires du sexe féminin est indiqué entre parenthèses)	15
12.	Nominations, cessations de service et autres mouvements de personnel occupant des postes soumis à la répartition géographique, par région, par nationalité et par type de nomination (le nombre de fonctionnaires du sexe féminin est indiqué entre parenthèses)	19
13.	Nombre de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée occupant des postes soumis à la répartition géographique, par région, par nationalité et par classe	25
14.	Nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, par région, par nationalité et par classe (le nombre de fonctionnaires du sexe féminin est indiqué entre parenthèses)	29
15.	Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur expressément recrutés pour des missions, par région, par nationalité et par classe	32
16.	Répartition pondérée et non pondérée des postes soumis à la répartition géographique et situation effective (en points), par région et par nationalité	33
17.	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - Changements intervenus dans la répartition géographique des fonctionnaires occupant des postes d'administrateur et des postes supérieurs, par région et par nationalité ...	38
18.	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) - Changements intervenus dans la répartition géographique des fonctionnaires occupant des postes d'administrateur et des postes supérieurs, par région et par nationalité	42

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages annexe

C. AUTRES TABLEAUX

19. Nombre de femmes occupant des postes d'administrateur et des postes supérieurs à l'ONU et dans les organisations apparentées	46
20. Répartition, selon le sexe, du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, par classe et par département ou service	47
21. Répartition, selon le sexe, du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, par classe et par division ou service	49

I. COMPOSITION DU SECRETARIAT

1. Comme l'Assemblée générale lui a demandé de le faire chaque année, le Secrétaire général a établi le présent rapport sur la composition du Secrétariat. Ce rapport contient des renseignements relatifs à l'application des mesures et des directives que l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général d'adopter par sa résolution 33/143 du 20 décembre 1978. Il porte essentiellement sur les fonctionnaires du Secrétariat proprement dit, placés directement sous l'autorité du Secrétaire général et, en particulier, sur les fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique. Un rapport relatif aux missions de recrutement sera présenté à part.

A. Effectif total du personnel de l'Organisation des Nations Unies

2. Aux termes de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, "le Secrétariat comprend un Secrétaire général et le personnel que peut exiger l'Organisation" et, aux termes du paragraphe 1 de l'Article 101, "le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale". L'Assemblée générale a néanmoins donné aux organes figurant au tableau A un statut spécial en matière de recrutement, et leur personnel relève en tout état de cause directement des chefs de secrétariat desdits organes. Le tableau A indique le nombre total (au 30 juin 1979) des fonctionnaires nommés à titre permanent ou pour une durée d'un an au moins à des postes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des secrétariats d'organismes autorisés à recruter leur propre personnel. Ce tableau indique séparément les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, les agents engagés au titre de projets de coopération technique, et les agents des services généraux et autres fonctionnaires. Pour faire apparaître la relation existant entre les effectifs totaux du Secrétariat et le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, le tableau établit également une distinction entre les fonctionnaires dont les postes sont imputés en totalité ou en partie 1/ sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et les fonctionnaires dont les postes sont financés par des fonds extra-budgétaires.

B. Répartition géographique du personnel du Secrétariat

3. Les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, à savoir que la considération dominante dans le recrutement du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, et que sera dûment

1/ Plusieurs postes du Centre du commerce international sont financés conjointement par l'Organisation des Nations Unies, par prélèvement sur son budget ordinaire, et par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

TABLEAU A

Fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et
 des secrétariats d'organismes autorisés à recruter leur propre
 personnel, par catégorie et selon l'origine des fonds au
 30 juin 1979

<u>Organisation</u>	<u>Budget ordinaire</u>				<u>Fonds extra-budgétaires</u>				<u>Total général</u>
	<u>Adminis- trateurs et fonc- tionnaires de rang supérieur</u>	<u>Personnel des projets</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>	<u>Adminis- trateurs et fonc- tionnaires de rang supérieur</u>	<u>Personnel des projets</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>	
ONU	3 326	167	6 467	9 960	513	1 656	2 482	4 651	14 611
PNUD	-	-	-	-	785	181	3 918	4 884	4 884
HCR	94	-	195	289	146	-	169	315	604
FISE	-	-	-	-	383	128	1 478	1 989	1 989
UNITAR	-	-	-	-	12	-	24	36	36
UNRWA*	75	-	10	85	-	-	-	-	85
Centre du commerce international	55	-	64	119	25	70	41	136	255
CFPI	12	-	17	29	-	-	-	-	29
CLJ	15	-	16	31	-	-	-	-	31
Université des Nations Unies	-	-	-	-	32	-	44	76	76
TOTAL	3 577	167	6 769	10 513	1 896	2 035	8 156	12 087	22 600

* L'UNRWA emploie en outre des agents locaux (environ 16 500) qui sont rémunérés par prélèvement sur les contributions volontaires.

prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible, s'appliquent à tout le personnel du Secrétariat de l'Organisation et des secrétariats des organes subsidiaires mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus. Cependant, l'Assemblée générale a créé le système des fourchettes souhaitables pour les Etats Membres, afin de disposer d'un principe directeur pour la répartition géographique d'un groupe limité seulement de postes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dont les titulaires sont tous nommés directement par le Secrétaire général. Ce groupe des "postes soumis à la répartition géographique" comprend tout le personnel du Secrétariat proprement dit appartenant à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, à l'exception des titulaires de postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales, des fonctionnaires recrutés expressément pour des missions, des fonctionnaires recrutés expressément pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement, des fonctionnaires recrutés expressément, à l'issue de consultations interorganisations, pour pourvoir des postes financés sur une base interorganisations et des fonctionnaires ayant le statut de résident permanent dans le pays du lieu d'affectation, mais non la nationalité de ce pays. Le tableau 1 de l'annexe du présent rapport indique, par région, le nombre des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique et de ceux appartenant aux groupes qui en sont exclus. Le système de la répartition géographique ne s'applique ni aux fonctionnaires recrutés pour une période de courte durée, ni aux fonctionnaires engagés au titre de projets de coopération technique, non plus qu'au personnel des secrétariats des organismes qui sont autorisés à recruter leur propre personnel, énumérés au tableau A.

C. Représentation des Etats Membres

4. Le tableau 1 de l'annexe du présent rapport indique, par région, combien d'Etats Membres et de nationalités sont représentés au Secrétariat par des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, au 30 juin 1978 et au 30 juin 1979. Le tableau B indique, par région, combien de fonctionnaires occupent des postes soumis à la répartition géographique, et combien d'Etats Membres ne sont pas représentés, combien sont sous-représentés, combien se situent dans les limites de la fourchette souhaitable et combien comptent plus que le nombre maximum de postes souhaitables. Ce tableau permet de comparer la situation au 30 juin 1979 avec celle de 1978 et celle de 1969.

5. Au début de l'année considérée, 23 Etats Membres n'étaient pas représentés par un de leurs ressortissants occupant un poste soumis à la répartition géographique. En outre, un nouvel Etat Membre, les îles Salomon, n'avait aucun ressortissant occupant un poste soumis à la répartition géographique. Au cours de l'année, cinq ressortissants d'Etats Membres précédemment non représentés, (Angola, Côte d'Ivoire, Emirats arabes unis, Surinam et Swaziland) ont été nommés. A la fin de l'année considérée, le 30 juin 1979, 19 Etats Membres n'étaient pas encore représentés 2/.

2/ Liste des Etats Membres non représentés au 30 juin 1979 : Albanie, Bahamas, Bahreïn, Bhoutan, Cap-Vert, Djibouti, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, îles Salomon, Koweït, Maldives, Mozambique, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Samoa, Sao Tomé-et-Principe et Seychelles.

TABLEAU B

Nombre de fonctionnaires et nombre d'Etats Membres,
par région, et représentation au Secrétariat

1969, 1978 et 1979

<u>Région</u>	<u>Année</u>	<u>Nombre de</u> <u>Fonctionnaires</u>	<u>Nombre</u> <u>d'Etats</u> <u>Membres</u>	<u>Non</u> <u>représentés</u>	<u>Sous-</u> <u>représentés</u>	<u>Se situant dans</u> <u>les limites de</u> <u>la fourchette</u> <u>souhaitable</u>	<u>Comptant plus</u> <u>que le nombre</u> <u>de postes</u> <u>souhaitable</u>
Afrique	1969	217	42	7	5	19	11
	1978	327	50	11	6	14	19
	1979	362	50	8	7	14	21
Amérique du Nord et Caraïbes	1969	324	18	2	1	4	11
	1978	401	24	4	3	7	10
	1979	418	25	5	3	5	12
Amérique latine	1969	259	10	1	3	3	3
	1978	316	11	1	4	5	1
	1979	303	11	1	3	5	2
Asie et Pacifique	1969	477	17	0	2	6	9
	1978	639	18	0	3	9	6
	1979	649	18	0	3	8	7
Europe occidentale	1969	187	20	0	2	8	10
	1978	238	21	1	2	9	9
	1979	252	21	0	2	10	9
Europe orientale	1969	95	13	0	2	5	6
	1978	132	17	5	2	2	8
	1979	138	17	4	3	3	7
Moyen-Orient	1969	434	6	0	0	4	2
	1978	621	8	1	0	4	3
	1979	642	9	1	1	3	4
Total	1969	1 993	126 (100%)	10 (7,9%)	15 (11,9%)	49 (38,9%)	52 (41,3%)
	1978	2 714	149 (100%)	23 (15,4%)	20 (13,4%)	50 (33,6%)	56 (37,6%)
	1979	2 802	151 (100%)	19 (12,6%)	22 (14,6%)	48 (32,8%)	62 (41,0%)
Autres	1969	38 x	4 (Etats non membres)				
	1978	40 x	3 (Etats non membres)				
	1979	38 x	3 (Etats non membres)				

x Y compris des apatrides.

/...

6. Au début de l'année considérée, 20 Etats Membres étaient sous-représentés, c'est-à-dire que le nombre de leurs ressortissants occupant des postes soumis à la répartition géographique n'atteignait pas la limite inférieure de la fourchette souhaitable. En outre, la Dominique, l'autre Etat Membre récemment admis, comptait un seul ressortissant occupant un poste soumis à la répartition géographique, et devait donc être également considérée comme sous-représentée. Au cours de l'année, 60 ressortissants de 15 de ces Etats Membres [Afrique du Sud (1), Allemagne, République fédérale d' (13), Chine (5), Espagne (3), Grèce (1), Israël (1), Jamahiriya arabe libyenne (2), Japon (11), Malawi (2), Mexique (5), Pologne (8), République démocratique allemande (2), République socialiste soviétique d'Ukraine (3), Tchécoslovaquie (2) et Venezuela (1)] ont été nommés. A la suite de ces nominations, la Jamahiriya arabe libyenne, le Malawi, le Mexique et la Pologne se situent maintenant dans les limites de la fourchette souhaitable. A la fin de l'année considérée, le 30 juin 1979, 22 Etats Membres étaient sous-représentés ^{3/}. En conséquence, parmi les fonctionnaires nommés à des postes soumis à la répartition géographique au cours de l'année considérée, 5 étaient des ressortissants d'Etats Membres non représentés (1,6 p. 100), 60 des ressortissants d'Etats Membres sous-représentés (19,8 p. 100), 143 des ressortissants d'Etats Membres se situant dans les limites de la fourchette souhaitable (47,2 p. 100) et 93 des ressortissants d'Etats Membres comptant plus que le nombre maximum de postes souhaitable (30,7 p. 100). Ont en outre été nommés un ressortissant d'un Etat non membre qui participe à certaines activités de l'Organisation et un apatride.

7. Dans la section II de sa résolution 33/143, l'Assemblée a prié le Secrétaire général "de fixer, pour les nominations de ressortissants des pays non représentés et sous-représentés, un objectif représentant 40 p. 100 du nombre total des postes d'administrateur soumis à la répartition géographique qui seront à pourvoir au cours de la période 1979-1980, afin que tous ces pays parviennent dans le courant de cet exercice biennal à se situer dans les limites de la fourchette souhaitable fixée pour eux, tout en veillant à ce que la représentation des pays se situant déjà dans les limites de cette fourchette ne diminue pas". Afin de réaliser cet objectif, le Secrétaire général a demandé à chaque département et bureau d'appliquer le principe suivant : au moins deux sur cinq des candidats nommés à des postes à pourvoir dans tout département ou bureau doivent être des ressortissants d'Etats Membres non représentés ou sous-représentés. Les autres candidats devraient être de préférence des ressortissants d'Etats Membres se situant dans les limites de la fourchette souhaitable. Le recrutement de ressortissants d'Etats Membres sur-représentés est limité aux cas où aucun candidat qualifié en provenance d'un Etat Membre non représenté, sous-représenté, ou se situant dans les limites de la fourchette souhaitable n'a pu être trouvé par le processus normal de recrutement, et où le poste doit être pourvu sans plus de retard dans l'intérêt de l'Organisation.

^{3/} Liste des Etats Membres sous-représentés au 30 juin 1979 : Afrique du Sud, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie Saoudite, Chine, Comores, Côte d'Ivoire, Dominique, Emirats arabes unis, Espagne, Grèce, Israël, Japon, Mauritanie, Mongolie, République démocratique allemande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Rwanda, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie et Venezuela.

8. Le Secrétaire général a chargé en premier lieu le Bureau des services du personnel de réaliser les objectifs analysés au paragraphe précédent. Pour chaque poste vacant soumis à la répartition géographique qui est à pourvoir par recrutement en dehors du Secrétariat, le Bureau des services du personnel proposera au département ou au bureau intéressé les noms de candidats qualifiés répondant aux exigences de la politique de recrutement de l'Organisation. Tout département ou bureau qui refuse un candidat proposé par le Bureau des services du personnel sera tenu de justifier ce refus par écrit; les renseignements pertinents seront communiqués aux organes chargés des nominations et des promotions. Les membres de droit desdits organes ont reçu pour instruction de présenter à ceux-ci des observations sur la mesure dans laquelle chaque candidat répond aux exigences de la politique de recrutement de l'Organisation.

D. Répartition des Fonctionnaires de rang supérieur

9. Etant donné le souci de l'Assemblée générale de voir les pays en développement représentés au Secrétariat, le Secrétaire général a inclus dans les trois derniers rapports sur la composition du Secrétariat des tableaux indiquant la répartition des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique selon les groupes d'Etats Membres établis par l'Assemblée générale dans sa résolution 2152 (XXI) du 17 novembre 1966 aux fins de l'élection des membres du Conseil du développement industriel, tels qu'ils sont modifiés périodiquement. Ces groupes représentent les pays en développement d'Asie et d'Afrique (groupe A), les pays développés à économie de marché (groupe B), les pays en développement d'Amérique latine (groupe C) et les pays socialistes (groupe D). Le Secrétaire général a attiré l'attention de tous les chefs de département et de bureau sur le fait que dans la section II de sa résolution 33/143, l'Assemblée avait demandé au Secrétaire général "de prendre de nouvelles mesures pour accroître la représentation des pays en développement aux postes de rang élevé pendant la période 1979-1980 en appliquant les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale". Le tableau C indique pour chaque groupe et pour les années 1976, 1977, 1978 et 1979, le nombre d'Etats Membres, le nombre moyen de postes souhaitables, une fourchette souhaitable calculée compte tenu d'un pourcentage de marge de 15 p. 100, le nombre de ressortissants des pays du groupe qui occupent des postes soumis à la répartition géographique et le nombre de ceux qui occupent des postes supérieurs. Le nombre et le pourcentage de fonctionnaires du sexe féminin est indiqué entre parenthèses. Il ressort de ce tableau que le pourcentage des ressortissants des pays en développement qui occupent des postes supérieurs continue à augmenter.

TABLEAU C

Répartition entre les groupes A à D des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique (le nombre de fonctionnaires du sexe féminin est indiqué entre parenthèses)

<u>Groupe</u>	<u>Année</u>	<u>Nombre d'Etats Membres</u>	<u>Fourchette souhaitable de postes pour le groupe</u>	<u>Nombre moyen de postes souhaitables pour le groupe</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>Nombre de fonctionnaires</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>Nombre de fonctionnaires de rang supérieur (D-1 et au-dessous)</u>	<u>Pourcentage</u>
A	1976	82	465-806	635,5	24,4	662 (67)	25,7 (15,5)	85 (3)	27,2
	1977	85	657-880	768,5	28,5	689 (75)	26,3 (16,1)	94 (3)	28,5
	1978	87	654-879	766,5	28,4	727 (85)	27,2 (18,0)	103 (3)	29,6
	1979	88	647-871	759	28,1	764 (97)	27,7 (19,0)	107 (5)	30,8
B	1976	25	1 531-1 185	1 358,0	52,2	1 351 (309)	52,6 (71,7)	165 (5)	52,9
	1977	25	1 131-1 539	1 335,0	49,4	1 361 (326)	51,8 (69,8)	172 (4)	52,1
	1978	25	1 133-1 543	1 338,0	49,6	1 367 (321)	51,1 (67,9)	173 (7)	49,7
	1979	25	1 140-1 549	1 344,5	49,8	1 405 (333)	51,0 (65,3)	169 (9)	48,7
C	1976	27	139-250	194,5	7,5	262 (43)	10,6 (10,0)	29 (2)	9,3
	1977	27	195-263	229,0	8,5	271 (49)	10,3 (10,5)	30 (2)	9,1
	1978	27	189-255	222,0	8,2	282 (53)	10,6 (11,2)	36 (3)	10,35
	1979	28	192-261	226,5	8,4	304 (63)	11,0 (12,4)	38 (4)	11,0
D	1976	10	455-969	412,0	15,9	295 (12)	11,5 (2,8)	33 (1)	10,6
	1977	10	314-423	368,5	13,6	305 (17)	11,6 (3,6)	34 (1)	10,3
	1978	10	317-427	372,0	13,8	298 (14)	11,1 (2,9)	36 (-)	10,35
	1979	10	315-425	370	13,7	285 (17)	10,3 (3,3)	33 (-)	9,5
Total	1976	144	2 590-2 610	2 600,0	100,0	2 570 (431)	100,0 (100)	312 (11)	100,0
	1977	147	2 297-3 105	2 701,0	100,0	2 626 (467)	100,0 (100)	330 (10)	100,0
	1978	149	2 293-3 104	2 698,5	100,0	2 674 (473)	100,0 (100)	348 (13)	100,0
	1979	151	2 294-3 106	2 700,0	100,0	2 758 (510)	100,0 (100)	347 (18)	100,0

E. Transmission des postes

10. Dans la section II de sa résolution 33/143, l'Assemblée a réaffirmé qu'"aucun poste ne devait être considéré comme l'apanage d'un Etat Membre, ou d'un groupe d'Etats, et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que ce principe soit fidèlement appliqué conformément aux principes d'une répartition géographique équitable". Tous les chefs de département et de bureau ont reçu pour instruction d'observer la règle suivante pour toutes les nominations, et en particulier pour le remplacement des fonctionnaires partant à la retraite : lorsqu'un fonctionnaire qui est ressortissant d'un Etat sous-représenté ou très peu représenté quitte le service de l'Organisation, un autre ressortissant de cet Etat peut être nommé dans le même secteur du Secrétariat mais pas nécessairement au même poste ni à un poste de la même classe.

F. Proportion d'hommes et de femmes au Secrétariat

11. Dans la section III de sa résolution 33/143, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de "prendre les mesures voulues pour porter en quatre ans le nombre des femmes occupant des postes soumis à la répartition géographique à 25 p. 100 du nombre total de ces postes, conformément au principe d'une répartition géographique équitable...". Le tableau 7 A, qui figure à l'annexe du présent rapport, indique le nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique par région, par sexe et par classe, au 30 juin 1979. Le pourcentage de fonctionnaires du sexe féminin pour ces postes est passé de 15,2 p. 100 en 1971 à 17,8 p. 100 en 1978 et à 18,6 p. 100 en 1979. En réponse à la demande qui a été formulée par l'Assemblée, il a été décidé que parmi les personnes nommées à des postes soumis à la répartition géographique dans chaque département ou bureau, au moins deux sur cinq devraient être des femmes. Lorsqu'un département ou un bureau refusera la candidature d'une femme proposée par le Bureau des services du personnel, il devra également justifier ce refus par écrit, conformément à la procédure décrite plus haut au paragraphe 8. Il faudra en outre s'efforcer tout particulièrement de recruter des femmes à la classe P-4 (administrateur de 1ère classe) et au-dessus. Au cours de l'année considérée, sur un nombre total de 303 personnes qui ont été nommées à des postes soumis à la répartition géographique, 47, soit près de 15,5 p. 100, étaient des femmes, dont 9 ont été nommées à la classe P-4 et au-dessus (3 à P-4, 4 à P-5 et 2 au rang de sous-secrétaire général).

G. Répartition selon l'âge

12. Dans la section II de sa résolution 33/143, l'Assemblée a demandé au Secrétaire général "d'abaisser à 35 ans l'âge moyen des fonctionnaires des classes P-1 et P-2 en prenant les mesures nécessaires pour recruter de jeunes administrateurs et améliorer les perspectives de carrière qui s'offrent à eux à l'Organisation des Nations Unies". Dans sa résolution 31/26 du 19 novembre 1976, l'Assemblée avait prié instamment le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour "attirer des personnes plus jeunes au service de l'Organisation des Nations Unies, de manière à augmenter la contribution des jeunes au Secrétariat et à y assurer un meilleur équilibre des âges". Dans sa résolution 32/17 B du 17 novembre 1967, l'Assemblée a prié instamment le Secrétaire général "de redoubler d'efforts,

dans le contexte de la résolution 31/26 de l'Assemblée générale, pour nommer à des postes supérieurs, par voie de recrutement et par voie de promotion, des personnes plus jeunes ayant des compétences exceptionnelles et des possibilités dont la preuve peut être établie".

13. L'âge moyen par classe des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales est indiqué pour les cinq dernières années dans le tableau D. Etant donné que les mesures individuelles telles que les nominations ou les promotions n'ont que très peu d'effet sur cette moyenne, on pourra se faire une meilleure idée des changements qui sont intervenus au cours des cinq dernières années en se reportant au tableau E qui indique la répartition des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique selon l'âge et la classe au 30 juin 1975 et au 30 juin 1979. Afin de ne pas relever la moyenne d'âge des fonctionnaires, ce n'est que dans des cas exceptionnels que l'on nomme des candidats de plus de 30 ans à P-1, 35 ans à P-2, 40 ans à P-3, 45 ans à P-4, 50 ans à P-5 et 55 ans à D-1. Au cours de l'année considérée, 7 candidats de moins de 27 ans ont été nommés à des postes soumis à la répartition géographique.

TABLEAU D

Répartition, par groupes d'âge, des fonctionnaires occupant des postes soumis
à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances
linguistiques spéciales pour la période 1975-1979

<u>Postes soumis à la répartition géographique</u>	<u>Moins de 25 ans</u>	<u>25-29 ans</u>	<u>30-34 ans</u>	<u>35-39 ans</u>	<u>40-44 ans</u>	<u>45-49 ans</u>	<u>50-54 ans</u>	<u>55-59 ans</u>	<u>Plus de 60 ans</u>	<u>Total</u>
1975	7	90	263	372	429	435	475	330	68	2 469
1976	3	91	285	408	445	455	476	383	70	2 616
1977	2	72	276	412	466	463	491	403	87	2 672
1978	-	62	278	448	457	466	485	446	72	2 714
1979	5	46	258	486	510	494	493	440	65	2 797
<u>Postes linguis- tiques</u>										
1975	14	81	131	107	113	79	111	84	28	748
1976	24	106	128	131	99	97	109	91	26	811
1977	17	113	140	141	102	115	107	91	30	856
1978	18	115	160	131	117	115	109	86	29	880
1979	12	108	156	144	125	118	102	99	25	889
<u>Total</u>										
1975	21	171	394	479	542	514	586	414	96	3 217
1976	27	197	413	539	544	552	585	474	96	3 427
1977	19	185	416	553	568	578	598	494	117	3 528
1978	18	177	438	579	574	581	594	532	101	3 594
1979	17	154	414	630	635	612	595	539	90	3 686

TABLEAU D (Suite)

Age moyen, par classe, des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales pour la période 1975-1979

Postes soumis à la répartition géographique	<u>SGA</u>	<u>SSG</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2</u>	<u>P-1</u>	<u>Total</u>
1975	53,41	50,59	52,85	53,37	50,82	46,48	42,56	39,32	35,81	45,44
1976	59,78	53,94	53,65	53,64	50,91	46,39	42,59	38,93	36,30	45,47
1977	55,54	54,93	53,63	53,83	51,14	46,21	42,74	40,07	37,12	45,90
1978	55,53	53,95	54,17	53,50	51,27	46,28	42,46	39,97	37,51	45,97
1979	55,36	54,51	54,00	53,67	50,72	46,27	42,25	40,28	37,98	45,90
Postes linguistiques										
1975					54,25	48,08	41,14	35,45	30,16	42,46
1976					53,13	47,76	40,59	33,97	26,67	41,78
1977					53,51	48,17	40,93	33,52	28,44	41,87
1978					53,66	47,64	40,26	33,96	32,04	41,62
1979					53,09	46,79	40,54	33,97	33,51	41,85
<u>Total</u>										
1975	53,41	50,59	52,85	53,37	51,15	46,86	42,04	38,32	35,39	44,74
1976	54,78	53,94	53,54	53,64	51,11	46,73	41,86	37,61	35,63	44,59
1977	55,54	54,93	53,54	53,83	51,36	46,70	42,07	38,04	36,69	44,92
1978	55,53	53,95	54,17	53,50	51,51	46,61	41,60	38,23	36,99	44,90
1979	55,36	54,51	54,00	53,67	50,95	46,39	41,57	38,68	37,74	44,92

TABLEAU E

Répartition par groupe d'âge et par classe des fonctionnaires occupant
des postes soumis à la répartition géographique

1. Au 30 juin 1975

	<u>SGA</u>	<u>SSG</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2</u>	<u>P-1</u>	<u>Total</u>
Moins de 25 ans	-	-	-	-	-	-	-	2	5	7
25-29 ans	-	-	-	-	-	1	2	56	31	90
30-34 ans	-	-	-	-	2	7	99	140	15	263
35-39 ans	-	-	3	3	9	98	179	72	8	372
40-44 ans	3	3	7	12	63	178	120	33	10	429
45-49 ans	4	6	14	29	103	147	84	37	11	435
50-54 ans	3	3	19	80	126	119	66	52	7	475
55-59 ans	3	2	20	63	90	66	54	30	2	330
Plus de 60 ans	4	2	8	16	19	8	5	6	-	68
Total	17	16	71	203	412	624	609	428	89	2 469

TABLEAU E (Suite)

2. Au 30 juin 1979

	<u>SGA</u>	<u>SSG</u>	<u>D-2</u>	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>P-2</u>	<u>P-1</u>	<u>Total</u>
Moins de 25 ans	-	-	-	-	-	-	-	2	2	4
25-29 ans	-	-	-	-	-	-	3	37	6	46
30-34 ans	-	-	-	1	-	18	94	132	13	258
35-39 ans	-	1	2	-	14	128	220	98	23	486
40-44 ans	-	1	5	12	83	214	138	42	16	511
45-49 ans	8	2	13	37	124	170	87	47	6	494
50-54 ans	5	6	19	67	142	131	66	55	2	493
55-59 ans	8	6	28	93	126	90	49	38	2	440
Plus de 60 ans	6	5	12	14	13	7	6	2	-	65
Total	27	21	79	224	502	758	663	453	70	2 797

II. RECRUTEMENT ET CONDITIONS D'EMPLOI DES ADMINISTRATEURS

A. Bulletins de vacance de postes et publicité

14. Dans la première partie de sa résolution 33/143, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'adopter plusieurs mesures et directives en ce qui concerne le recrutement des administrateurs. Les deux premières avaient trait aux bulletins de vacance de postes et à la publicité :

"a) Publier tous les six mois des bulletins faisant état de tous les postes qui sont vacants ou dont on prévoit qu'ils le deviendront au cours de l'année suivante, afin de faciliter la présentation par les Etats Membres de candidats susceptibles d'être recrutés;

b) Faire de la publicité pour le recrutement du personnel, avec le concours des Etats Membres, notamment par l'intermédiaire de divers bureaux de l'Organisation des Nations Unies, des universités, des organisations professionnelles, y compris les organisations féminines, selon qu'il conviendra, pour donner effet aux politiques de recrutement exposées dans la présente résolution;"

Le premier de ces bulletins a été envoyé aux missions permanentes des Etats Membres le 1er juin 1979. Il contenait la liste de tous les postes du Secrétariat soumis à la répartition géographique qui étaient vacants au 15 avril 1979, à l'exception d'un nombre limité de postes devant être pourvus par concours. Des dispositions sont prises à l'heure actuelle pour permettre d'identifier régulièrement les postes dont on prévoit qu'ils deviendront vacants au cours de chaque année. Les numéros suivants du bulletin contiendront la liste des postes vacants et de ceux dont on prévoit qu'ils le deviendront au cours des douze mois suivants, pour les postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur jusqu'à la classe de directeur (D-2) qui sont soumis à la répartition géographique. Pour les postes qui doivent être pourvus par réaffectation ou promotion de fonctionnaires du Secrétariat, il ne sera pas publié d'avis de vacance, mais tout poste qui deviendra alors vacant et qui devra être pourvu par recrutement en dehors du Secrétariat sera mentionné dans le bulletin.

15. La publicité pour le recrutement de candidats aux postes vacants a été faite avec le concours des Etats Membres. Tous les avis de vacance de postes sont communiqués aux représentants permanents. Les directeurs de tous les départements et bureaux du Siège, ainsi que les directeurs des bureaux extérieurs de l'ONU, les directeurs des centres d'information des Nations Unies et les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été invités à participer à la recherche de candidats qualifiés, notamment parmi les ressortissants d'Etats non représentés ou sous-représentés. Les listes de diffusion des avis de vacance de postes ont été revues, afin d'assurer que le recrutement sera fait sur une base mondiale, et on a établi une liste des institutions d'enseignement supérieur du monde pour pouvoir faire de la publicité auprès d'elles, notamment pour le recrutement de ressortissants de pays non

représentés ou sous-représentés. Pour les postes qui exigent des connaissances hautement spécialisées, on est en train d'établir des listes d'institutions de recherche et de formation dont on considère qu'elles peuvent être fréquentées par des étudiants originaires des pays non représentés ou sous-représentés. Ces institutions recevront les avis de vacance concernant ces postes. Afin d'augmenter le nombre de candidats qualifiés des diverses régions, on est en train de contacter les principales organisations professionnelles féminines et les principales universités du monde. La Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui doit se tenir en 1980 fournira aussi l'occasion aux représentants du Secrétaire général de participer à toutes les réunions préparatoires régionales qui doivent avoir lieu entre août et décembre 1979 et de faire ainsi savoir que l'ONU souhaite recruter des femmes et d'établir des contacts directs avec les organisations et les particuliers qui se consacrent à la promotion de la femme.

B. Fichier de candidats

16. L'Assemblée générale a aussi prié le Secrétaire général d'adopter une autre mesure en ce qui concerne le recrutement des administrateurs, à savoir :

"c) Améliorer le fichier de candidats afin d'en rendre la répartition géographique plus représentative et de mieux l'adapter aux besoins du Secrétariat en matière de recrutement dans les divers groupes professionnels, ainsi que d'y faire figurer un plus grand nombre de femmes, et, avant de pourvoir un poste vacant, faire dans le fichier des recherches approfondies pour trouver des candidats appropriés".

Dans le cadre des activités de publicité mentionnées au paragraphe 15 ci-dessus, on s'efforce surtout de faire figurer dans le fichier un plus grand nombre de candidats originaires d'Etats Membres non représentés ou sous-représentés, de femmes et de jeunes. Le nombre et la proportion de ces candidats ont augmenté au cours de l'année écoulée, celui de candidats originaires d'Etats Membres non représentés ou sous-représentés de plus de 35 p. 100 et celui des femmes de plus de 20 p. 100. Néanmoins, il reste à résoudre certaines difficultés pour trouver des candidats qualifiés dans certains pays non représentés et sous-représentés, et notamment dans ceux qui sont faiblement peuplés ou qui offrent des possibilités d'emploi particulièrement intéressantes. Pour ce qui est de mieux adapter le fichier aux besoins du Secrétariat en matière de recrutement dans les divers groupes professionnels, on cherche actuellement à améliorer le système de codage à partir d'une analyse des définitions d'emploi et des besoins prévus. On a également pris des dispositions pour que le fichier soit toujours consulté au moment où les avis de vacance sont établis. Des terminaux d'ordinateurs supplémentaires sont en cours d'installation. Ils seront utilisés directement par les fonctionnaires chargés du recrutement et on est en train de prendre des dispositions pour que les secrétariats des commissions régionales puissent également avoir accès au fichier pour pourvoir les postes vacants.

C. Sélection par voie de concours

17. L'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général d'adopter, pour ce qui est de la sélection de candidats aux postes d'administrateur adjoint de 2ème classe (P-1) et d'administrateur adjoint de 1ère classe (P-2), soit par promotion interne soit par recrutement à l'extérieur, les mesures suivantes :

"g) N'autoriser le passage de la catégorie des services généraux à la catégorie des administrateurs qu'aux classes P-1 et P-2 et jusqu'à concurrence de 30 p. 100 du nombre total des postes de ces classes qui sont disponibles aux fins de nominations et accorder ces promotions en sélectionnant exclusivement par voie de concours des agents des services généraux ayant au moins cinq ans d'ancienneté et ayant fait des études post-secondaires;

h) Recourir, en consultation avec les gouvernements intéressés, aux méthodes de recrutement par voie de concours organisés aux échelons national, sous-régional ou régional pour le recrutement de fonctionnaires des classes P-1 et P-2 afin de rendre la répartition géographique des postes plus équitable au Secrétariat;

i) Prévoir les mesures nécessaires pour garantir le caractère confidentiel et l'objectivité des méthodes de sélection susmentionnées et faire en sorte que les modalités de ces concours tiennent compte de la diversité culturelle et linguistique des Etats Membres de l'Organisation".

18. Suite à cette demande, le Secrétaire général a décidé que dans les circonstances actuelles, c'est l'examen qui est la méthode de sélection la plus appropriée et la plus objective. Il a donc décidé que les procédures existantes pour la promotion de fonctionnaires de la catégorie des services généraux et des catégories connexes aux postes d'administrateur adjoint de 2ème classe (P-1) et d'administrateur adjoint de 1ère classe (P-2) seraient remplacées par des procédures nouvelles en vertu desquelles les fonctionnaires souhaitant être promus devront passer un concours. Seront admis à se présenter au concours tous les fonctionnaires permanents de la catégorie des services généraux et des catégories connexes ayant au moins cinq ans d'ancienneté et ayant fait des études post-secondaires. Le concours comportera deux épreuves écrites et un entretien. Tous les candidats devront passer une épreuve générale qui servira à évaluer, notamment, leur capacité d'analyse, leur aptitude à la rédaction et leur connaissance de l'Organisation des Nations Unies. En outre, ils devront passer une épreuve spécialisée portant sur les connaissances spécifiques requises pour le poste auquel ils sont candidats. Les candidats admissibles devront s'entretenir avec un jury qui sera différent pour chaque groupe professionnel. Les politiques et procédures à suivre sont exposées dans une circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/173) et dans une instruction administrative (ST/AI/268) du 29 août 1979. Il est prévu que le concours commencera par l'épreuve écrite d'ordre général le 24 novembre 1979.

/...

19. Vu le grand nombre de fonctionnaires de nationalité française qui approchent de l'âge de 60 ans, un concours a été organisé au début de 1979, en coopération avec le Gouvernement français, pour trouver de jeunes candidats pour les classes de début. Le concours était ouvert à des candidats des deux sexes âgés de moins de 27 ans et ayant les qualifications requises pour entrer à l'Ecole nationale d'administration. Trois des candidats qui ont réussi le concours (un homme et deux femmes) ont reçu des offres d'emploi au Secrétariat. Afin de trouver, pour le Secrétariat de l'ONU, des candidats de nationalité japonaise, des consultations sont en cours avec des représentants du Gouvernement japonais pour examiner la possibilité d'organiser un concours destiné aux ressortissants japonais poursuivant actuellement leurs études au Canada ou aux Etats-Unis d'Amérique. Une étude portant sur plus de 230 colleges et universités de ces deux pays a montré qu'un grand nombre de ces étudiants possèdent, ou sont en train d'acquérir, des qualifications universitaires et des connaissances linguistiques qui correspondraient aux qualifications exigées pour divers postes au Secrétariat. Ce concours devrait avoir lieu au début de 1980.

D. Définition des groupes professionnels

20. Au paragraphe 1 f) de la section I de la résolution 33/143, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de définir les groupes professionnels et d'établir une liste de ces groupes pour les catégories des agents des services généraux et des administrateurs ainsi que des normes pour les fonctionnaires qui débutent, pour les promotions et pour le roulement dans l'occupation des postes. Dans le cadre de ses travaux pour la mise au point d'un système de classement commun des groupes professionnels en vertu de l'article 13 de son Statut, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) a maintenant établi des projets de définition pour plus de 300 emplois actuellement représentés dans les organisations qui appliquent le régime commun de traitements et d'indemnités. Ces projets de définitions permettront d'identifier les domaines d'activité communs à plusieurs des organisations pour lesquelles la Commission doit établir des normes de classement des emplois. Chaque organisation procède actuellement à la répartition de ses fonctionnaires entre les divers groupes professionnels et en même temps, s'efforce d'identifier tout emploi qui n'a pas encore été défini pour faire en sorte que tous les emplois le soient. Des normes pour les fonctionnaires qui débutent pour les promotions et pour le roulement dans l'occupation des postes sont actuellement en cours d'élaboration pour les fonctionnaires travaillant dans le domaine de l'information, qui constituent le premier groupe professionnel pour lequel un comité d'organisation des carrières a été créé au Secrétariat, conformément à la circulaire du Secrétaire général du 18 mai 1978 (ST/SGB/166).

21. Depuis la trente-troisième session de l'Assemblée générale, à laquelle le Secrétaire général a présenté un rapport (A/C.5/33/28) sur les progrès réalisés en matière de classement des postes de la catégorie des administrateurs et des postes d'administrateur général (D-1) au Siège, on a achevé le classement de plus de 70 p. 100 de tous les postes à ces niveaux au Siège et dans les principaux autres

lieux d'affectation (Genève, Vienne, Nairobi, Bangkok, Santiago et Addis-Abeba). Le classement de la plupart des postes restants en est à un stade avancé. Il reste à classer les postes du Département des affaires économiques et sociales internationales, du Département de la coopération technique pour le développement, de la Commission économique pour l'Asie orientale, du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et des centres d'information des Nations Unies. Les normes de classement des emplois ont aussi été utilisées pour déterminer la classe de tous les postes nouveaux et pour vérifier les justifications de toutes les demandes de reclassement de postes. Il sera présenté à l'Assemblée générale un rapport séparé sur les résultats de l'exercice de classement qui contiendra aussi des propositions relatives aux activités futures dans ce domaine.

/...

E. Evaluation du comportement professionnel des fonctionnaires

22. A l'alinéa e) du paragraphe 1 de la section I de la résolution 33/143, l'Assemblée générale a demandé qu'on lui fournisse des renseignements sur les résultats d'ensemble de l'évaluation du comportement professionnel des fonctionnaires. Des procédures spéciales sont appliquées lorsqu'il s'agit d'évaluer le comportement professionnel des fonctionnaires à l'expiration de leur période de stage et cinq ans après leur nomination à titre permanent. La situation des fonctionnaires est alors revue par l'organe compétent en matière de nominations et de promotions dont l'évaluation complète celle du comportement professionnel de tous les fonctionnaires à laquelle les chefs de service procèdent chaque année, dans le cas des fonctionnaires nommés pour une période de stage, et tous les deux ans, dans le cas de tous les autres fonctionnaires. Le tableau F fait apparaître, pour chacune des cinq dernières années, le nombre des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique qui, au moment où ils ont été recrutés, ont été nommés pour une période de stage, le nombre des fonctionnaires nommés initialement pour une durée déterminée qui ont par la suite été nommés pour une période de stage, le nombre des fonctionnaires nommés pour une période de stage dont la durée a été prolongée, le nombre des fonctionnaires nommés pour une période de stage à l'engagement desquels il a été mis fin et le nombre des fonctionnaires dont la nomination à titre permanent n'a pas été confirmée et à l'engagement desquels il a été mis fin à l'occasion de l'évaluation à laquelle il est procédé au bout de cinq ans en vue de déterminer si les intéressés ont continué à montrer qu'ils possèdent les hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité prévues par la Charte.

TABLEAU F

Résultats de l'évaluation du comportement professionnel des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique pour les années 1974-1978

<u>Nombre de fonctionnaires</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>Total</u>
a) Nommés initialement pour une période de stage	62	63	35	17	17	194
b) Nommés pour une période de stage après avoir été nommés initialement pour une durée déterminée	49	76	64	66	76	331
c) Dont la période de stage a été prolongée	3	1	2	1	-	7
d) A l'engagement desquels il a été mis fin après une période de stage	3	1	-	-	-	4
e) Qui ont été licenciés après avoir été nommés à titre permanent	-	-	1	-	-	1

/...

F. Mobilité du personnel

23. L'Assemblée générale a en outre prié le Secrétaire général d'adopter les directives suivantes en ce qui concerne la mobilité du personnel :

"d) Encourager les administrateurs à l'Organisation des Nations Unies à travailler dans plus d'un lieu d'affectation et considérer le fait d'avoir exercé des fonctions de manière satisfaisante dans divers lieux d'affectation comme un facteur positif supplémentaire lors de l'évaluation des titres des fonctionnaires à être promus."

Compte tenu de cette directive, le facteur mobilité a été introduit dans l'évaluation annuelle qui a abouti à l'établissement des tableaux d'avancement pour 1979. Il a été demandé aux chefs de service d'indiquer si les fonctionnaires qu'ils recommandaient de promouvoir avaient exercé des fonctions de façon satisfaisante dans le cadre d'une mission de maintien de la paix, dans un autre lieu d'affectation ou auprès de l'un des organes subsidiaires de l'ONU ou d'un autre organisme des Nations Unies, et lorsque les organes chargés des nominations et des promotions ont revu la situation des intéressés, ils ont considéré ce fait comme un facteur positif. La mobilité devrait donc constituer un élément souhaitable pour tout fonctionnaire désireux de progresser dans sa carrière. Le degré de mobilité dont le personnel doit faire preuve pour permettre à l'Organisation de s'acquitter de tâches qui lui sont confiées varie d'une profession à l'autre. Ainsi que le Secrétaire général l'a annoncé dans son bulletin du 18 mai 1978 (ST/SGB/166) relatif à l'institution d'un système d'organisation des carrières, chaque Comité d'organisation des carrières sera notamment chargé de donner des conseils sur la fréquence appropriée des mouvements de personnel dans chaque lieu d'affectation ou d'un lieu à un autre, entre postes relevant du groupe professionnel en question.

G. Prorogations au-delà de l'âge fixé pour la retraite

24. Au paragraphe 3 de la section II de sa résolution 33/143, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général "d'appliquer les règles régissant l'âge de la retraite et de ne pas accorder de prorogation au-delà de l'âge fixé pour la retraite, sauf pour la période minimum nécessaire pour trouver un remplaçant adéquat, c'est-à-dire, initialement, jusqu'à la fin de 1979, et, par la suite, pour une période qui, normalement, ne durera pas plus de six mois après la date à laquelle l'intéressé a atteint l'âge de la retraite". On a bien attiré l'attention de tous les départements et de tous les bureaux sur cette directive, en les priant d'établir bien à l'avance des plans en vue du remplacement des fonctionnaires qui approchent de l'âge de la retraite. Des prorogations pour une période limitée qui normalement ne durera pas plus de six mois au-delà de l'âge de 60 ans ne pourront être accordées que lorsqu'il sera établi de façon convaincante qu'il faut davantage de temps pour trouver un remplaçant adéquat. A titre de mesure transitoire et conformément à la demande de l'Assemblée

générale, il a été en outre décidé que les fonctionnaires ayant atteint l'âge de 60 ans avant le 30 juin 1979 pourront se voir accorder une prorogation de plus de six mois, mais pas au-delà du 31 décembre 1979. Enfin, les fonctionnaires dont la durée du service a déjà été prolongée ne pourront se voir accorder une nouvelle prorogation que jusqu'à la fin de 1979, même si la période en question représente moins de six mois.

25. Les directives ci-dessus sont rigoureusement appliquées dans le cas de tous les fonctionnaires autres que les agents engagés au titre de projets de coopération technique, lesquels sont toujours nommés pour des périodes de durée déterminée qui peuvent être prolongées selon les besoins des projets auxquels ils sont affectés. L'application rigoureuse de ces directives dans le cas du personnel permanent a néanmoins affecté deux groupes particuliers de fonctionnaires occupant des postes qui ne sont pas soumis à la répartition géographique. Le Secrétaire général pense qu'il faudrait porter le cas de ces deux groupes de fonctionnaires à l'attention de l'Assemblée générale car, à son avis, il serait dans l'intérêt de l'Organisation de continuer à faire un petit nombre d'exceptions à leur égard.

26. Le premier groupe comprend les fonctionnaires occupant des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales. Les services de personnes qualifiées dans ce domaine font l'objet dans le monde entier d'une demande qui dépasse l'offre actuelle. Peu d'employeurs ont besoin en permanence des services de ces professionnels et la plupart d'entre eux font appel, au fur et à mesure de leurs besoins, au vaste pool que constituent les interprètes et traducteurs indépendants. Comme la demande excède l'offre, les membres qualifiés de ce pool arrivent à obtenir en contrepartie de leurs services une rémunération plus élevée que celle qui est versée aux fonctionnaires permanents du Secrétariat. En 1978 par exemple, le coût approximatif des services au Siège d'un interprète indépendant dépassait de 20 p. 100 celui des services rendus par un fonctionnaire nommé à titre permanent. En conséquence, beaucoup de fonctionnaires des services linguistiques deviennent membres de ce pool dès qu'ils prennent leur retraite et en restent membres pendant de nombreuses années. Les plus compétents d'entre eux peuvent ainsi trouver un emploi presque à temps complet. Comme ils sont pleinement initiés aux travaux et aux pratiques de l'Organisation et qu'ils sont bien connus d'elle, la préférence leur est donnée sur les autres membres du pool. L'Organisation ne recourt normalement au pool que pour faire face aux périodes les plus chargées de son calendrier des conférences, mais il arrive souvent aussi qu'elle soit obligée d'utiliser les services des traducteurs et interprètes indépendants pour des travaux qui auraient été accomplis par les fonctionnaires nommés à titre permanent si tous les postes vacants avaient été pourvus. Il est de plus en plus difficile et coûteux de trouver suffisamment de candidats qualifiés et de les initier à ces travaux. Il est également difficile de conserver le personnel initié et de recruter des remplaçants qui soient tout à fait capables de satisfaire aux exigences de l'Organisation et qui soient attirés par les conditions matérielles et autres qu'elle peut offrir à son personnel permanent. En conservant certains fonctionnaires des services linguistiques au-delà de l'âge de 60 ans, l'Organisation pourrait donc bénéficier de leurs services tout en réduisant ses frais généraux.

/...

27. Le deuxième groupe comprend les agents des services généraux et les fonctionnaires des catégories apparentées qui sont pour la plupart affectés à des bureaux dans des lieux d'affectation où les conditions locales en vigueur prévoient la mise à la retraite obligatoire bien après l'âge de 60 ans ou ne permettent même pas la fixation d'un âge précis pour la mise à la retraite obligatoire. Pour certaines tâches, en particulier celles de caractère technique ou exigeant des connaissances linguistiques, qui donnent lieu à une forte demande sur le marché du travail, il est difficile de trouver des remplaçants adéquats sans que cela entraîne des dépenses qui peuvent être considérables.

28. Etant donné ces considérations, le mieux serait peut-être que l'Organisation - chaque fois que cela est absolument nécessaire - applique avec une certaine souplesse sa politique relative à l'âge de la retraite aux groupes de fonctionnaires dont il est question aux paragraphes 26 et 27 ci-dessus, en tenant compte de la nécessité de préserver les perspectives de carrière des autres fonctionnaires.

III. CONDITIONS D'EMPLOI DES FEMMES

29. L'Assemblée générale ne s'est pas seulement contentée de fixer pour objectif d'accroître la proportion de femmes au Secrétariat mais s'est également efforcée d'établir des conditions d'égalité entre les fonctionnaires des deux sexes. Dans sa résolution 33/143, elle a demandé au Secrétaire général et à toutes les organisations du système des Nations Unies de mettre fin à toute forme de discrimination fondée sur le sexe, conformément à l'Article 8 de la Charte des Nations Unies, dans les conditions d'emploi, de recrutement, de promotion et de formation, et de faire en sorte que les femmes aient, dans les organismes des Nations Unies, des possibilités d'emploi et de promotion égales à celles des hommes. Dans cette résolution, l'Assemblée priait également le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des autres organismes des Nations Unies de publier, conformément au principe d'une répartition géographique équitable, les déclarations de principe et les directives nécessaires pour favoriser ces objectifs.

30. Dans cette même résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des autres organismes, pour atteindre ces objectifs, de veiller à ce que les femmes soient désormais équitablement représentées dans les organes consultatifs et administratifs s'occupant des questions de personnel, de revoir la documentation et la publicité actuelles en matière de recrutement ainsi que les procédures appliquées pour les promotions et les programmes internes de formation, et de revoir et de modifier, si besoin est, les dispositions du règlement du personnel et les procédures régissant l'envoi des couples mariés au même lieu d'affectation, le congé de maternité, l'emploi à temps partiel et l'établissement d'horaires de travail souples. Le Comité administratif de coordination a également été invité à examiner la situation en ce qui concerne le recrutement des femmes et leurs possibilités de carrière dans les secrétariats des organismes des Nations Unies et à présenter à l'Assemblée générale, à partir de sa trente-quatrième session, des rapports périodiques comprenant des propositions précises en vue de la réalisation de cet objectif. Les organisations considèrent que les mesures qu'elles peuvent envisager pour faciliter l'accès des femmes à des postes de rang supérieur sont pour l'essentiel identiques à celles qu'elles pourraient adopter pour faciliter leur promotion à n'importe quel poste de leur secrétariat. Il s'agit, outre la modification des règles existantes pour assurer la pleine égalité de traitement des hommes et des femmes en les aidant à assumer conjointement leurs responsabilités professionnelles et familiales, de mesures concrètes visant à encourager la participation des femmes à tous les secteurs d'activité de l'Organisation et la nomination de fonctionnaires de sexe féminin aux organes administratifs internes.

31. La politique suivie par le Secrétaire général pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes au Secrétariat a été énoncée dans la circulaire ST/SGB/154 du 8 mars 1977. Une circulaire contenant des directives en vue de favoriser l'égalité de traitement des hommes et des femmes au Secrétariat a été publiée le 8 mars 1979 (ST/IC/79/17). Cette circulaire dénonce les attitudes, les comportements et les expressions que les fonctionnaires du sexe féminin considèrent

/...

généralement comme étant incompatibles avec leur égalité de statut. Le but de cette circulaire est de contribuer à supprimer toute forme de discrimination fondée sur le sexe au Secrétariat en identifiant ces attitudes et ces expressions et en attirant l'attention des fonctionnaires sur leur caractère déplacé.

32. Les principaux organes consultatifs et administratifs du Secrétariat s'occupant des questions relatives au personnel comprennent le Comité consultatif mixte, les organes chargés d'examiner les nominations et les promotions, la Commission paritaire de recours, le Comité paritaire de discipline et le Jury chargé d'examiner les plaintes faisant état d'un traitement discriminatoire. Ces organes existent au Siège et dans les principaux autres lieux d'affectation. Leurs membres sont choisis par le Secrétaire général ou en son nom, en consultation avec les fonctionnaires. Le Secrétaire général estime qu'il est très important que des femmes fassent partie de ces organes et l'on s'efforce de faire en sorte qu'elles y soient équitablement représentées. Au Siège, au cours de la période 1978-1979, sur les 15 membres que compte le Comité consultatif mixte, quatre, dont la Présidente, étaient des femmes, ce qui représentait un pourcentage de 27 p. 100; la proportion était de huit femmes pour 34 membres, soit 24 p. 100, pour le Comité et la Commission des nominations et des promotions, de six femmes pour 30 membres, soit 20 p. 100, pour la Commission paritaire de recours, et de quatre femmes pour 13 membres, soit 31 p. 100 pour le Comité paritaire de discipline. Au cours de la même période, trois des cinq membres que compte le Jury chargé d'examiner les plaintes faisant état d'un traitement discriminatoire étaient des femmes.

33. Le règlement du personnel permet déjà à l'Organisation d'offrir des emplois aux conjoints des fonctionnaires sous réserve de certaines restrictions qui valent également pour les autres membres de la famille des fonctionnaires. A l'heure actuelle, il ne peut être offert d'emploi à un proche parent d'un fonctionnaire que lorsqu'il est impossible de recruter une autre personne ayant les mêmes qualifications. En attendant que la CFPI examine la question de l'établissement de règles applicables à l'ensemble du système dans le cadre de ses travaux sur les règles et les procédures de recrutement, on envisage d'adopter une nouvelle politique en ce qui concerne les fonctionnaires qui sont mariés à d'autres fonctionnaires. Lorsqu'un fonctionnaire qui se trouve dans ce cas est muté dans un autre lieu d'affectation pour une période déterminée, son conjoint peut se voir octroyer un congé spécial sans traitement d'une même durée pour l'accompagner. En outre, on s'efforcera dans toute la mesure du possible d'affecter son conjoint à un poste approprié au même lieu d'affectation. Dans le cas où le fonctionnaire est muté dans un autre lieu d'affectation pour une durée indéfinie, on s'efforcera également d'affecter son conjoint à un poste approprié au même lieu d'affectation, et si possible sans interruption de service.

34. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/143, le Secrétaire général et ses collègues du CAC sont en train d'examiner les dispositions pertinentes du règlement du personnel en vue d'assouplir les dispositions relatives au congé de maternité afin de faciliter l'emploi de femmes par l'Organisation des Nations Unies. Ils tiendront compte pour cet examen de la pratique suivie par les Etats Membres et en particulier par les pays hôtes

/...

du Siège de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Comme suite à la résolution susmentionnée, les organisations appliquant le régime commun ont accepté que le congé de maternité à plein traitement, qui est actuellement de 12 semaines, soit porté à 16 semaines à compter du 1er janvier 1980.

35. Etant donné que la création d'emplois à temps partiel pourrait améliorer les possibilités d'emploi offertes aux femmes, en particulier lorsqu'elles souhaitent assumer des responsabilités familiales sans renoncer à leur carrière, le CAC a décidé de recommander que toutes les organisations qui ne l'avaient pas encore fait envisagent d'employer des fonctionnaires à temps partiel. Comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale, le Secrétaire général est également en train de revoir les dispositions du règlement du personnel et les procédures régissant l'emploi à temps partiel et l'établissement d'horaires de travail souples. Il convient de noter que ces deux formules sont déjà appliquées dans certains secteurs du Secrétariat. On compte à l'heure actuelle un certain nombre de fonctionnaires qui travaillent à temps partiel au Siège, à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) à Vienne. Des horaires de travail souples ont été institués à l'ONUUDI en 1972 et s'appliquent à environ un tiers des fonctionnaires. En 1979, le Département des conférences du Siège a proposé d'instituer des horaires de travail souples à titre expérimental. A l'Office des Nations Unies à Genève, un nombre restreint de fonctionnaires suivent un horaire de travail souple depuis trois ans. Le Secrétaire général tiendra compte de leur expérience, ainsi que celle de l'ONUUDI et du Siège, pour élaborer un système susceptible d'être appliqué à l'ensemble du Secrétariat.

IV. CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES GENERAUX

36. La section IV de la résolution 33/143 de l'Assemblée générale indiquait des mesures à prendre en ce qui concerne la catégorie des services généraux, en particulier à l'Office des Nations Unies à Genève. Dans cette section, l'Assemblée priait le Secrétaire général de définir les qualifications nécessaires pour les classes de début et les classes maximales correspondant aux différents groupes professionnels de la catégorie des services généraux à Genève, sur la base des classes équivalentes pour les mêmes groupes professionnels à New York. L'Assemblée demandait également par cette résolution d'achever le classement des postes de ladite catégorie à Genève. La responsabilité d'élaborer un système de classement des postes de la catégorie des services généraux à Genève a été confiée en 1978 par l'Office des Nations Unies à un comité mixte composé de représentants des fonctionnaires et de l'administration. Ce comité avait pour mandat de proposer des recommandations en vue de l'élaboration du système de classement proprement dit et de présenter des conclusions devant servir de base à l'établissement de groupes professionnels. Dans son rapport, le Comité propose d'établir un système de classement par points attribués en fonction de facteurs liés aux connaissances théoriques et à l'expérience pratique requises ainsi qu'aux responsabilités qui s'attachent à chaque poste et à l'effort que le travail implique. Il recommande également de prévoir un certain cheminement des carrières à

/...

l'intérieur des divers emplois et entre ces emplois. On se basera sur les propositions qui figurent dans ce rapport pour harmoniser dans toute la mesure du possible les définitions des divers groupes professionnels dans toutes les organisations du système des Nations Unies ayant leur siège à Genève, compte tenu des caractéristiques de chacune d'entre elles.

37. Dans la résolution 33/143, il est également demandé au Secrétaire général d'appliquer les recommandations que le Corps commun d'inspection a formulées dans son rapport relatif au personnel des services généraux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ayant leur siège à Genève, en coopération avec ces dernières et compte tenu des observations pertinentes du CAC (A/33/129, par. 2) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ^{4/}. Ces recommandations, dont le but était de promouvoir une utilisation plus rationnelle du personnel des services généraux, portaient notamment sur l'établissement de groupes professionnels communs pour les organisations ayant leur siège à Genève, les procédures de recrutement, la nature des contrats et les améliorations à apporter à l'utilisation du personnel de secrétariat et d'autres catégories de personnel. Dans les observations qu'il a présentées au sujet de ces recommandations, le CAC a souligné que certaines d'entre elles relevaient de la compétence de la CFPI et que les vues qu'il avait exprimées à leur sujet devraient éventuellement être réexaminées compte tenu des avis que la Commission pourrait juger utile d'émettre à cet égard. Ces recommandations seront donc évoquées devant la CFPI. Plusieurs autres recommandations concernaient des réformes à apporter à la politique du personnel, comme par exemple l'institution de concours pour le passage de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs, l'adoption d'horaires de travail souples et la création d'emplois à temps partiel, lesquelles avaient déjà fait l'objet d'autres recommandations du Corps commun d'inspection qui avaient été adoptées par l'Assemblée générale dans une autre section de la résolution 33/143. Ces recommandations sont actuellement mises en application dans ce contexte et il est rendu compte plus haut, dans les chapitres II et III, des mesures prises à cet effet. A l'exception de la proposition tendant à créer un service commun de recrutement à Genève, qui, de l'avis du CAC, aurait été au moins aussi coûteux que les arrangements actuels sans être nécessairement plus efficace, toutes les autres recommandations du CCI sont en cours d'application (comme par exemple celles visant à regrouper le personnel de secrétariat dans des centraux au niveau des services lorsque cela est possible et à fixer des normes de productivité pour les centraux dactylographiques et d'autres services) ou sont à l'étude (par exemple la recommandation visant à adopter du matériel de bureau moderne et à faire appel à des concours extérieurs, de préférence sur une base commune, pour des travaux dont l'exécution était antérieurement confiée à des fonctionnaires). En outre, il sera donné suite à certaines recommandations comme par exemple celles visant à soumettre les candidats à des "examens de secrétariat" et à fixer des périodes minimum de service dans une classe donnée avant toute promotion à la classe supérieure, lorsqu'on procédera à l'établissement du système de classement des emplois et des groupes professionnels dont il est question dans le paragraphe précédent.

^{4/} Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 7 (A/33/7), par. 43 à 47.

TABLEAU 1

NUMBER D'ETATS MEMBRES ET NUMBER DE NATIONALITES REPRESENTES AU SECRETARIAT
PAR DES FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE, PAR REGION
(AU 30 JUIN 1978 ET AU 30 JUIN 1979)

R E G I O N	NUMBER DE NATIONALITES					
	NUMBER D'ETATS MEMBRES		REPRESENTES AU SECRETARIAT		NON REPRESENTES AU SECRETARIAT	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79	AU 30/6/78	AU 30/6/79	AU 30/6/78	AU 30/6/79
AFRIQUE	50	50	39	42	11	8
AM DU NORD ET CARAIBES	8	9	7	8	1	1
AMERIQUE LATINE	21	21	20	21	1	-
ASIE ET PACIFIQUE	24	25	20	20	4	5
EUROPE OCCIDENTALE	18	18	18	18	-	-
EUROPE ORIENTALE	11	11	10	10	1	1
MOYEN-ORIENT	17	17	12	13	5	4
TOTAL PARTIEL	149	151	126	132	23	19
AUTRE ORIGINE	-	-	3	3	-	-
TOTAL	149	151	129	135	23	19

TABLEAU 2

NUMBER TOTAL D'ADMINISTRATEURS ET DE FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DU SECRETARIAT
TITULAIRES DE NOMINATIONS A TITRE PERMANENT, DE NOMINATIONS POUR UNE PERIODE DE STAGE
OU DE NOMINATIONS POUR UNE DUREE DETERMINEE D'UN AN OU PLUS,
PAR TYPE D'AFFECTATION ET PAR REGION
(AU 30 JUIN 1979)

TYPE D'AFFECTATION	REGION	AFRIQUE	AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES	AMERIQUE LATINE	ASIE ET PACIFIQUE	EUROPE OCCIDEN- TALE	EUROPE ORIENT- TALE	MOYEN- ORIENT	AUTRE ORIGINE	TOTAL
		GEOGRAPHIQUE a/	363	642	250	417	646	303	137	39
LINGUISTIQUE b/	52	93	103	101	350	152	26	12	889	
MISSION c/	2	1	2	4	11	1	-	-	21	
PNUE d/	26	14	6	16	37	10	3	-	112	
INTERORG. e/	-	3	-	-	2	-	2	-	7	
RESIDENT P. f/	-	-	2	1	1	2	1	1	8	
PROJETS g/	3	-	4	4	7	-	1	1	20	
EN CONGE h/	8	7	3	4	10	-	1	2	35	
DETACHE i/	4	9	4	9	21	2	4	-	53	
TOTAL	458	769	374	556	1 085	470	175	55	3 942	

- a/ FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE.
- b/ FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES QUI EXIGENT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES.
- c/ FONCTIONNAIRES RECRUTES EXPRESSEMENT POUR DES MISSIONS.
- d/ FONCTIONNAIRES RECRUTES EXPRESSEMENT POUR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT.
- e/ FONCTIONNAIRES RECRUTES EXPRESSEMENT, APRES CONSULTATIONS INTERORGANISATIONS, POUR POURVOIR DES POSTES FINANCES SUR UNE BASE INTERORGANISATIONS.
- f/ FONCTIONNAIRES AYANT LE STATUT DE RESIDENT PERMANENT AUX ETATS UNIS D'AMERIQUE.
- g/ FONCTIONNAIRES DETACHES OU AFFECTES A DES PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE.
- h/ FONCTIONNAIRES EN CONGE SANS TRAITEMENT.
- i/ FONCTIONNAIRES DETACHES AUPRES DU PNUE ET D'AUTRES ORGANES DE L'ONU.

TABLERAU 3

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE
ET NOMBRE MOYEN DE POSTES SOUHAITABLE, PAR REGION
(AU 30 JUIN 1978 ET AU 30 JUIN 1979)

R E G I O N	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION (OU DIMINUTION)		POINT MEDIAN DE LA "FOURCHETTE" SOUHAITABLE (POURCENTAGE EFFECTIF)			
	AU 30/6/78	AU 30/6/79	NOMBRE	POURCENTAGE	AU 30/6/78	AU 30/6/79	AU 30/6/78	AU 30/6/79
	AFRIQUE	327	363	36	11.0	10.2	10.2	12.0
AN DU NORD ET CARAIRES	621	642	21	3.4	20.0	20.1	22.9	23.0
AMERIQUE LATINE	238	250	12	5.0	7.2	7.2	8.8	8.9
ASIE ET PACIFIQUE	401	417	16	4.0	21.3	21.4	14.8	14.9
EUROPE OCCIDENTALE	639	646	7	1.1	22.7	22.6	23.5	23.1
EUROPE ORIENTALE	316	303	(13)	(4.0)	14.2	14.1	11.6	10.8
MOYEN-ORIENT	132	137	5	3.8	4.4	4.4	4.9	4.9
TOTAL PARTIEL	2 674	2 758	84	3.1				
AUTRE ORIGINE	40	39	(1)	(2.4)			1.5	1.4
TOTAL	2 714	2 797	83	3.1	100.0	100.0	100.0	100.0

TABLERAU 4

NOUVEAUX NOMINATIONS, CESSATIONS DE SERVICE ET AUTRES MOUVEMENTS DE PERSONNEL OCCUPANT
DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE,
PAR REGION ET PAR TYPE DE NOMINATION
(1ER JUILLET 1978-30 JUIN 1979)

R E G I O N	NOMINATIONS			CESSATIONS DE SERVICE a/			AUTRES MOUVEMENTS DE PERSONNEL b/	
	FONCTIONNAIRES	NONNES POUR	TOTAL	FONCTIONNAIRES	NONNES POUR	TOTAL	+	-
	DE CARRIERE	UNE DUREE DETERMINEE		DE CARRIERE	UNE DUREE DETERMINEE			
AFRIQUE	4	39	43	2	7	9	+7	-5
AN DU NORD ET CARAIRES	1	53	54	35	28	63	+33	-3
AMERIQUE LATINE	-	30	30	18	6	24	+11	-5
ASIE ET PACIFIQUE	1	44	45	12	21	33	+11	-7
EUROPE OCCIDENTALE	6	54	60	35	22	57	+26	-22
EUROPE ORIENTALE	-	56	56	2	71	73	+6	-2
MOYEN-ORIENT	-	13	13	4	7	11	+5	-2
TOTAL PARTIEL	12	289	301	108	162	270	+99	-46
AUTRE ORIGINE	-	2	2	2	3	5	+3	-1
TOTAL	12	291	303	110	165	275	+102	-47

- a/ LES INDICATIONS PORTES DANS CES COLONNES CONCERNENT LES DEMISSIONS, DEPARTS A LA RETRAITE, EXPIRATIONS D'ENGAGEMENT DE DUREE DETERMINEE OU CESSATIONS DE SERVICE POUR TOUT AUTRE MOTIF.
- b/ LES INDICATIONS PORTES DANS CETTE COLONNE CONCERNENT LES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS DUES AUX CHANGEMENTS SUIVANTS:
1. MUTATIONS ENTRE POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET POSTES EXIGANT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES;
 2. MISES EN CONGE SPECIAL SANS TRAITEMENT OU RETOURS DE FONCTIONNAIRES APRES UN CONGE SANS TRAITEMENT;
 3. DETACHEMENTS OU AFFECTATIONS DE FONCTIONNAIRES A DES PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET RETOURS DE FONCTIONNAIRES DETACHES;
 4. DETACHEMENTS DE FONCTIONNAIRES AUPRES DU PNUD ET D'AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES ET RETOURS DE FONCTIONNAIRES DETACHES;
 5. PROMOTIONS D'AGENTS DES SERVICES GENERAUX A DES POSTES DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS;
 6. CHANGEMENTS DE NATIONALITE.

TABLEAU 5
NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE,
PAR BUREAU ET PAR REGION
(AU 30 JUIN 1979)

BUREAU	REGION	AFRIQUE	AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES	AMERIQUE LATINE	ASIE ET PACIFIQUE	EUROPE OCCIDENTALE	EUROPE ORIENTALE	MOYEN ORIENT	AUTRE ORIGINE	TOTAL
SERGE a/		142	442	97	241	271	154	49	7	1 403
CEE		1	15	2	1	49	38	2	6	114
CECIP		-	17	1	88	14	11	4	2	137
CEPAL		-	25	92	2	14	3	3	-	139
CEA		126	8	3	4	11	5	1	1	159
CEAO		5	12	-	4	5	-	45	1	72
CHUCED b/		27	34	18	31	55	21	5	13	204
OSUDI b/		32	53	23	25	108	45	17	-	303
PRUE b/		9	8	2	5	10	4	2	-	40
GENEVE c/		21	28	12	16	109	22	9	9	226
TOTAL		363	642	250	417	646	303	137	39	2 797

a/ Y COMPRIS LES CENTRES D'INFORMATION.

b/ Y COMPRIS LES BUREAUX DE LIAISON SITUES DANS D'AUTRES LIEUX D'AFFECTATION.

c/ Y COMPRIS LE BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE, LA DIVISION DES STUPEFIANTS, LE SECRETARIAT DE L'ORGANISME INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS, LA DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES, LA DIVISION DES DROITS DE L'HOMME ET LA CONFERENCE DU COMITE DU DESARMENT A GENEVE.

TABLEAU 6
NOMBRE DE HAUTS FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE
PAR REGION ET PAR CLASSE
(AU 30 JUIN 1978 ET AU 30 JUIN 1979)

R E G I O N	AU 30/6/78						AU 30/6/79						AUGMENTATION OU DIMINUTION	
	SGA	SSG	D-2	D-1	TOTAL	%	SGA	SSG	D-2	D-1	TOTAL	%		
AFRIQUE	5	2	5	28	40	11.4	7	1	5	31	44	12.5	+4	
AN DU NORD ET CARAIBES	2	4	16	47	69	19.6	2	5	12	45	64	18.2	-5	
AMERIQUE LATINE	4	2	5	21	32	9.1	4	1	4	23	32	9.1	-	
ASIE ET PACIFIQUE	5	1	11	38	55	15.6	5	3	14	36	58	16.5	+3	
EUROPE OCCIDENTALE	4	8	20	60	92	26.1	4	10	24	56	94	26.8	+2	
EUROPE ORIENTALE	3	1	15	20	39	11.1	3	1	14	19	37	10.5	-2	
MOYEN-ORIENT	2	-	5	14	21	6.0	2	-	5	11	18	5.1	-3	
TOTAL PARTIEL	25	18	77	228	348	98.9	27	21	78	221	347	98.9	-1	
AUTRE ORIGINE	-	-	1	3	4	1.1	-	-	1	3	4	1.1	-	
TOTAL	25	18	78	231	352	100.0	27	21	79	224	351	100.0	-1	

TABLEAU 7
REPARTITION DU PERSONNEL PAR REGION, SELON LE SEXE ET LA CLASSE
(AU 30 JUIN 1979)

A. FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUSIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE

REGION	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL PARTIEL		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
AFRIQUE	7		1	1	4	1	30	3	60	3	95	9	86	12	41	1	9	30	333	363	
																		8.3	91.7		
AM DU NORD ET CARAIBES	2	1	4		12	3	42	19	73	42	140	61	104	51	77	9	2	186	456	642	
																		29.0	71.0		
AMERIQUE LATINE	4		1		4	3	20		49	6	61	19	34	17	21	5	6	50	200	250	
																		20.0	80.0		
ASIE ET PACIFIQUE	5		3		14	4	32	4	81	10	96	17	67	29	36	6	13	70	347	417	
																		16.8	83.2		
EUROPE OCCIDENTALE	4	2	8	1	23	2	54	8	117	20	136	51	106	41	59	10	4	135	511	646	
																		20.9	79.1		
EUROPE ORIENTALE	3		1		14		19	5	48	5	95	2	75	5	31			17	286	303	
																		5.6	94.4		
MOYEN-ORIENT	2				5		11	2	32	4	33	5	20	9	9	3	2	23	114	137	
																		16.8	83.2		
AUTRE ORIGINE					1		3		1	1	11	2	5	6	9			9	30	39	
																		23.1	76.9		
TOTAL PARTIEL A/	27	3	18	2	77	13	211	41	461	91	667	166	497	170	283	34	36	520	2277	2 797	
	0.0	100.0	14.3	85.7	2.5	97.5	5.8	94.2	8.2	91.8	12.0	88.0	25.0	75.0	37.5	62.5	48.6	51.4	18.6	81.4	
TOTAL	27		21		79		224		502		758		663		453		70		2 797		

B. FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES QUI EXIGENT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES

REGION	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL PARTIEL		TOTAL		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H		F	H
AFRIQUE			2	3	9	4	20		13	1		8	44	52	
												15.4	84.6		
AM DU NORD ET CARAIBES		2	2	12	13	15	28	12	9			41	52	93	
												44.1	55.9		
AMERIQUE LATINE		1	6	14	19	19	33	6	5			40	63	103	
												38.8	61.2		
ASIE ET PACIFIQUE			6	5	27	11	47	2	3			18	83	101	
												17.8	82.2		
EUROPE OCCIDENTALE			9	19	42	53	83	80	33	28	2	1	169	181	350
													48.3	51.7	
EUROPE ORIENTALE			6	1	30	9	68		38			10	142	152	
												6.6	93.4		
MOYEN-ORIENT			2	1	7	1	11		4			2	24	26	
												7.7	92.3		
AUTRE ORIGINE				1	5	3	2	1				5	7	12	
												41.7	58.3		
TOTAL PARTIEL A/		12	43	79	163	145	289	54	100	3	1	293	596	889	
		21.8	78.2	32.6	67.4	33.4	66.6	35.1	64.9	75.0	25.0	33.0	67.0		
TOTAL		55		242		434		154		4		889			

C. NOMBRE TOTAL DE FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUSIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET DES POSTES EXIGANT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES

TOTAL GENERAL A/	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL PARTIEL		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
	27	3	18	2	77	13	211	53	504	170	830	311	786	224	383	37	37	813	2 873	3 686	
	0.0	100.0	14.3	85.7	2.5	97.5	5.8	94.2	9.5	90.5	17.0	83.0	28.4	71.6	36.9	63.1	50.0	50.0	22.1	77.9	
	27		21		79		224		557		1 000		1 097		607		74		3 686		

A/ LES POURCENTAGES SONT INDICES SOUS LES TOTAUX, PAR LIGNE ET PAR COLONNE.

TABLEAU 8

OMBRE DE FONCTIONNAIRES ENGAGES COMME CONSEILLERS POUR DES PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE

(LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DU SEXE FEMININ EST INDIQUE ENTRE PARENTHESES)

A. PAR REGION D'ORIGINE ET SELON LES ATTRIBUTIONS

(AU 30 JUIN 1979)

REGION	ATTRIBUTIONS	CONSEILLERS TECHNIQUES	CONSEILLERS INTERREGIONAUX	CONSEILLERS REGIONAUX	TOTAL
AFRIQUE		27 (5)	3	12	42 (5)
AR DU NORD ET CARAIRES		13	7	1	21
AMERIQUE LATINE		4	6	9	19
ASIE ET PACIFIQUE		17	5	14 (1)	36 (1)
EUROPE OCCIDENTALE		30	14	6 (2)	50 (2)
EUROPE ORIENTALE		7	1		8
MOYEN-ORIENT		3	4	4	11
AUTRE ORIGINE		2 (1)		1	3 (1)
TOTAL		103 (6)	40	47 (3)	190 (9)

B. PAR BUREAU ET PAR REGION

BUREAU	REGION	AFRIQUE	AMERIQUE DU NORD ET CARAIRES	AMERIQUE LATINE	ASIE ET PACIFIQUE	EUROPE OCCIDENTALE	EUROPE ORIENTALE	MOYEN- ORIENT	AUTRE ORIGINE	TOTAL
SIEGE a/		5	17	7	15	32	5	7	1	89
CEB										
CESAP					10 (1)	1				11 (1)
CEPAL			1	5		2 (1)				8 (1)
CEA		32 (5)			1	3 (1)	2			38 (6)
CEAO		1			1			3		5
CHUCED b/			1	4	1	8			2 (1)	16 (1)
OSUDI b/		2		1	5	4	1			13
PHUE b/		2		2	2			1		7
GENEVE c/			2		1					3
TOTAL		42 (5)	21	19	36 (1)	50 (2)	8	11	3 (1)	190 (9)

a/ Y COMPRIS LES CENTRES D'INFORMATION.

b/ Y COMPRIS LES BUREAUX DE LIAISON SITUES DANS D'AUTRES LIEUX D'AFFECTATION.

c/ Y COMPRIS LE BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE, LA DIVISION DES STUPEFIANTS, LE SECRETARIAT DE L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS, LA DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES, LA DIVISION DES DROITS DE L'HOMME ET LA CONFERENCE DU COMITE DU DESARMEMENT A GENEVE.

B. TABLEAUX PAR NATIONALITE

TABLEAU 9

OMBRE DE FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUSIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE,
PAR REGION, PAR NATIONALITE ET PAR CLASSE
(LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DU SEXE FEMININ EST INDIQUE ENTRE PARENTHESES)
(AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78										NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/79		
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1				
AFRIQUE													
AFRIQUE DU SUD	8 (2)			3	2 (1)	1	2 (1)					8 (2)	9-14
ALGERIE	16	1		1	5	5	4					16	4-9
ANGOLA	0		1									1	2-7
BENIN	8				2	2	4	1				9	2-7
BOTSWANA	2 (0)					1	1	2 (1)				4 (1)	2-7
BURUNDI	2					1		2				3	2-7
CAP-VERT	0											0	2-7
CONGRES	1								1			1	2-7
CONGO	5		1			3	2					6	2-7
DJIBOUTI	0											0	2-7
COTE D'IVOIRE	0					1						1	2-7
EGYPTE	27 (6)	1	1	8 (1)	6	8 (2)	3 (1)	2 (2)	1			26 (6)	3-8
EMPIRE CENT APR	2						2					2	2-7
ETHIOPIE	17 (0)			1	5	5	3	1 (1)	7 (1)			22 (2)	2-7
GABON	0											0	2-7
GAMBIE	5					2	3	3				8	2-7
GHANA	18 (2)	1		1	9 (1)	4	3 (1)	3				21 (2)	2-7
GUINEE	5				1	1	1	2				5	2-7
GUINEE-BISSAU	0											0	2-7
GUINEE EQU	0											0	2-7
HAUTE-VOLTA	4			1	1		2					4	2-7
JAN AR LIB	4 (1)			1		3 (1)	1	1				6 (1)	5-10
KENYA	14			2	3	6	1	1				13	2-7
LESOTHO	2 (1)						2 (1)	1 (1)				3 (2)	2-7
LIBERIA	2 (0)			1			1	1 (1)				3 (1)	2-7
MADAGASCAR	8 (1)						4 (1)	3	1	1		9 (1)	2-7
MALAWI	1				1		1	1				3	2-7
MALI	7				1	1	2	1				5	2-7
MAROC	10 (1)				3 (1)	4	3					10 (1)	3-8
MAURICE	7					2	3	3				8	2-7
MAURITANIE	1				1							1	2-7
MORABNIQUE	0											0	2-7
NIGER	3	1						1	2			4	2-7

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78										NOMBRE DE FONCTIONNAIRES FOURCHETTE SOUHAITABLE AU 30/6/79	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
AFRIQUE (SUITE)												
NIGERIA	20 (1)	1		3	4	6	6	2 (1)		22 (1)	4-9	
UGANDA	16 (2)				2	7	5 (1)	3 (1)		17 (2)	2-7	
B U DE TANSI	17 (2)		1	1	4	4	7 (1)	1 (1)		18 (2)	2-7	
R U DU CAM	9			2		3	2	3		10	2-7	
RWANDA	1							1		1	2-7	
S TOME-ET-PRIN	0									0	2-7	
SENEGAL	10 (2)				2	2	2	2 (1)		8 (1)	2-7	
SEYCHELLES	0									0	2-7	
SIERRA LEONE	13	1		2	1	6	4	1		15	2-7	
SOHALIE	10 (1)	1				3	7 (1)			11 (1)	2-7	
SOUDAN	9			2	3	3	1			9	2-7	
SWAZILAND	0 (0)								1 (1)	1 (1)	2-7	
TCHAD	3							3		3	2-7	
TOGO	9			1	1	4	2	2		10	2-7	
TUNISIE	18 (1)	1		1	6	6	3 (1)	1		18 (1)	2-7	
ZAIRE	11 (2)		1 (1)			2	6	4 (1)		13 (2)	2-7	
ZAMBIE	2					2	2	1		5	2-7	
POSTES RESERVES (POPULATION)											26-26	
TOTAL PARTIEL	327 (25)	7	1	5 (1)	31 (1)	63 (3)	98 (3)	95 (9)	53 (12)	10 (1)	363 (30)	235-318
AM DU NOED ET CARAIBES												
BAHAMAS	0									0	2-7	
BARBADE	4 (1)					1	2 (1)		2	1 (1)	6 (2)	2-7
CANADA	61 (13)	1	1	2	7 (1)	12	19 (4)	17 (4)	8 (1)		67 (10)	50-67
DOBINIQUE	0						1				1	2-7
ETATS-UNIS	516 (157)	1	3	9	34 (2)	75 (18)	149 (36)	138 (54)	104 (46)	8 (7)	521 (163)	382-517
GRENADE	2		1			1		1			3	2-7
GUYANE	11 (5)					1	1	5 (3)	5 (1)	2 (1)	14 (5)	2-7
JAMAIQUE	14 (1)		1 (1)		3	1 (1)	5	1	6 (2)		17 (4)	2-7
TRINITE-ET-T	13 (2)			1	1	5 (1)	3	3 (1)			13 (2)	3-8
POSTES RESERVES (POPULATION)											0-0	
TOTAL PARTIEL	621 (179)	2	5 (1)	12	45 (3)	92 (19)	182 (42)	165 (61)	128 (51)	11 (9)	642 (186)	460-623

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78										NOMBRE DE FONCTIONNAIRES SOUHAITABLE AU 30/6/79	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
AMERIQUE LATINE												
ARGENTINE	38 (7)			4	11	11	7 (1)	4 (3)	1 (3)	38 (8)	17-22	
BOLIVIE	10			2	2	4	1	1		10	2-7	
BRESIL	22 (3)	1	1	1	8	8	3 (3)	3		25 (3)	20-26	
CHILI	36 (15)			5 (2)	5	10 (2)	6 (4)	8 (6)	4 (2)	38 (16)	4-9	
COLOMBIE	15 (0)	1	1	2	5	2	3	3 (1)		17 (1)	4-9	
COSTA RICA	3				1	1		1		3	2-7	
CUBA	8 (1)				2	1		3 (1)	2 (1)	8 (2)	4-9	
EL SALVADOR	5 (1)				2	2		1 (1)		5 (1)	2-7	
EQUATEUR	8 (1)	1		3 (1)	3	1	1			9 (1)	2-7	
GUATEMALA	6			1		3	1			5	2-7	
HAITI	12 (0)			2	2	4	2	1 (1)	1	12 (1)	2-7	
HONDURAS	4				1	1	1			3	2-7	
MEXIQUE	14 (2)				1	6	6 (1)	6 (1)		19 (2)	16-21	
NICARAGUA	6 (3)					2 (1)	1 (1)	2 (1)		5 (2)	2-7	
PANAMA	8 (2)				1	2 (1)	5 (2)	1	1	10 (3)	2-7	
PARAGUAY	4			1		1		1		3	2-7	
PEROU	12 (4)	1	1	1	1	1	5 (1)	2 (2)		12 (3)	3-8	
REP DOM	4 (2)						4 (2)			4 (2)	2-7	
SURINAME	0						1			1	2-7	
URUGUAY	15 (1)	1	1	1	3	5	4 (1)		1	16 (1)	3-8	
VENEZUELA	8 (3)				1	2 (1)	2 (2)	1	1 (1)	7 (4)	9-14	
POSTES RESERVES (POPULATION)											34-34	
TOTAL PARTIEL	238 (45)	4	1	4	23 (3)	49	67 (6)	53 (19)	38 (17)	11 (5)	250 (50)	164-222
ASIE ET PACIFIQUE												
AUSTRALIE	34 (7)			2	2	5	14 (2)	9 (3)	7 (3)	39 (8)	27-37	
BANGLADESH	8			1	1	1	4	4	1	12	3-8	
BBOUTAN	0									0	2-7	
DJIBOUTI	9			1	3	4	2			10	2-7	
CHINE	49 (16)	1	3	7 (2)	9 (1)	8 (1)	13 (5)	9 (7)	1	51 (16)	87-118	

TABLEAU 9 (SUITE)

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78								NOMBRE DE FONCTIONS HAUTES AU 30/6/79				FOURCHETTE SOUHAITABLE
	SGA	SSC	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	HAUTES			
ASIE ET PACIFIQUE (SUITE)													
FIDJI	3						2	1			3	2-7	
INDE	52 (5)		3	4	16 (1)	13 (1)	6	4	4	3 (1)	53 (3)	14-19	
INDONESIE	17 (1)	1			1	6	6 (1)				14 (1)	4-9	
JAPON	74 (9)	1		1	2 (1)	14 (1)	20 (3)	20 (2)	13 (3)	2	73 (10)	135-182	
KAMPUCHEA DEM	6					1	2	3			6	2-7	
MALAISIE	11 (0)				1		8 (1)	3		1	13 (1)	4-9	
MALDIVES	0										0	2-7	
MONGOLIE	1					1					1	2-7	
NEPAL	10					4	6				10	2-7	
NOUVELLE-ZEL	18 (3)				2	8	2 (1)	4 (2)	1		17 (3)	7-12	
PAKISTAN	15 (0)	1		1	3	4	5	3 (1)			17 (1)	3-8	
PAPUA N GUINEE	0										0	2-7	
PHILIPPINES	38 (13)					7 (1)	6	7 (3)	14 (8)	7 (3)	41 (15)	4-9	
RP DEN POP LAO	3						1	2			3	2-7	
SAMOA	0										0	2-7	
SINGAPOUR	7 (0)						1	4	2 (1)		7 (1)	3-8	
ILES SALOMON	0										0	2-7	
SRI LANKA	22 (2)	1		2		8	6	1 (1)	2 (1)	1	21 (2)	2-7	
THAILANDE	22 (7)					1	4 (1)	4	10 (4)	4 (2)	23 (7)	4-9	
VIET NAM	2 (1)						1		2 (2)		3 (2)	3-8	
POSTES RESERVES (POPULATION)												157-157	
TOTAL PARTIEL	401 (64)	5	3	14	36 (4)	85 (4)	106 (10)	84 (17)	65 (29)	19 (6)	417 (70)	492-666	
EUROPE OCCIDENTALE													
ALL B FED	73 (11)		2	2	4	10	28 (2)	16 (7)	17 (4)	1 (1)	80 (14)	120-163	
AUTRICHE	28 (8)			2	4	7 (1)	9 (3)	3 (1)	5 (2)	4 (4)	34 (11)	13-18	
BELGIQUE	30 (5)	1			4 (1)	3	7	10 (2)	3 (2)	1 (1)	29 (6)	20-27	
DAVEHARK	17 (2)			1	1	1	3	7 (2)	4		17 (2)	13-18	
ESPAGNE	23 (3)			1	3	7 (1)	6 (1)	2	4 (2)	1	24 (4)	27-37	
FINLANDE	15 (7)		2 (1)		1	3	2 (1)	7 (4)	1 (1)		16 (7)	10-15	

TABLEAU 9 (SUITE)

REGION BY NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78										NOMBRE DE FONCTIONNAIRES SOUHAITABLE AU 30/6/79	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
EUROPE OCCIDENTALE (SUITE)												
FRANCE	146 (39)	1	7 (1)	15	38 (3)	28 (5)	32 (15)	18 (10)	4 (3)	143 (37)	92-124	
GREECE	7		1		2	1	2	1		7	8-13	
IRLANDE	11		1	2	2	2	4	1	1	13	5-10	
ISLANDE	4 (1)				1		1	1		3 (0)	2-7	
ITALIE	58 (10)	1	1	3 (1)	7	13 (3)	19 (3)	11 (4)	1 (1)	56 (12)	55-74	
LUXEMBOURG	4				3	1				4	3-8	
HALTE	6				2	2	3			7	2-7	
NORVEGE	13 (1)		1	2	3	3		1 (1)		10 (1)	10-15	
PAYS-BAS	32 (3)		2	4	5	7	10 (1)	4 (2)		32 (3)	25-34	
PORTUGAL	7 (1)				1	4	2 (1)	2		9 (1)	5-10	
ROYAUME-UNI	129 (31)	1	2 (1)	7	11	22 (2)	31 (4)	30 (11)	24 (13)	129 A/ (31)	72-98	
SUEDE	36 (7)		2	2	8 (1)	9 (1)	9 (4)	3		33 (6)	23-31	
POSTES RESERVES (POPULATION)											1-1	
TOTAL PARTIEL	639 (129)	4	10 (2)	24 (1)	56 (2)	125 (8)	156 (20)	157 (51)	100 (41)	14 (10)	646 (135)	518-701
EUROPE ORIENTALE												
ALBANIE	0									0	2-7	
BIELORUSSIE	9					3	5	1		9	9-14	
BULGARIE	10				5	2	3			10	4-9	
HONGRIE	10 (1)			2	3 (1)	4	1			10 (1)	8-13	
POLOGNE	23 (1)	1		2	6 (2)	9	6	1		25 (2)	25-34	
REP DEM ALL	8			2	1	4	2	1		10	24-32	
ROUMANIE	8				5	2	1	1		9	6-11	
TCHECOSLOV	12			1		6	3	1		11	17-22	
UKRAINE	24 (1)		2		3	4	6	6		21 (0)	27-37	
URSS	194 (11)	1	1	10	11	23 (2)	61 (5)	50 (2)	23 (5)	180 (14)	179-243	
YUGOSLAVIE	18	1		2	1	7	5		2	18	9-14	
POSTES RESERVES (POPULATION)											8-8	
TOTAL PARTIEL	316 (14)	3	1	14	19	53 (5)	100 (5)	77 (2)	36 (5)	303 (17)	324-439	

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78										NOMBRE DE FONCTIONNAIRES SOUHAITABLE AU 30/6/79	
	BGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1			
MOYEN-ORIENT												
AFGHANISTAN	8		1			2	4				7	2-7
AR SAOUDITE	3 (3)							2 (2)	1 (1)		3 (3)	6-11
BAHREIN	0										0	2-7
CHYPRE	11				4	1	4	1			10	2-7
EM AR UNIS	0 (0)								1 (1)		1 (1)	3-8
IRAN	17 (2)			2	4	6 (1)	2 (1)	4 (1)			18 (3)	9-14
IRAQ	18 (2)		1	3	8 (1)	5	2	2 (1)			21 (2)	3-8
ISRAEL	4 (1)				1 (1)	2	1				4 (1)	6-11
JORDANIE	12 (1)			1	5	4	1	1 (1)			12 (1)	2-7
KOWEIT	0										0	5-10
LIBAN	22 (5)			1	5	6	2 (2)	3 (2)	5 (3)		22 (7)	3-8
OMAN	0										0	2-7
QATAR	0										0	2-7
REP AR SYR	14		3	2	3	4	2	2			16	2-7
TURQUIE	14 (3)	1		2	2	6 (3)	1	2 (1)			14 (4)	7-12
YEMEN	7	1			2			2			5	2-7
YEMEN DES	2 (1)					1	2	1 (1)			4 (1)	2-7
POSTES RESERVEES (POPULATION)												14-14
TOTAL PARTIEL	132 (16)	2	5	11	34 (2)	37 (4)	25 (5)	18 (9)	5 (3)	137 (23)		101-137
AUTRE ORIGINE												
MARIBIE	2							1	1		2	
REP DE COREE	4 (0)						2	1 (1)			3 (1)	
SUISSE	30 (6)		1	3	1	9 (1)	5 (1)	10 (6)			29 (8)	
APATRIDES	4					1		4			5	
TOTAL PARTIEL	40 (6)		1	3	1	12 (1)	7 (2)	15 (6)			39 (9)	
TOTAL	2 714 (482)	27	21 (3)	79 (2)	224 (13)	502 (41)	758 (91)	663 (166)	453 (170)	70 (34)	2 797 (520)	

2/ DONT UN FONCTIONNAIRE ORIGINAIRE DE BELISE, QUATRE DE HONG-KONG ET SEPT DE RHODESIE DU SUD.

TABLEAU 10
NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES SOUSIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE,
PAR REGION, PAR NATIONALITE ET PAR TYPE DE NOMINATION
(AU 30 JUIN 1978 ET AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	AU 30 JUIN 1978				AU 30 JUIN 1979					
	TYPE DE NOMINATION			TOTAL	TYPE DE NOMINATION			TOTAL		
	A TITRE PERMANENT	POUR UNE PERIODE DE STAGE	POUR UNE DUREE DETERMINEE		A TITRE PERMANENT	POUR UNE PERIODE DE STAGE	POUR UNE DUREE DETERMINEE			
				POURCENTAGE DE FONCTIONNAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE					POURCENTAGE DE FONCTIONNAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE	

AFRIQUE										
AFRIQUE DU SUD	8			8	0.0	7		1	8	12.5
ALGERIE	12		4	16	25.0	12		4	16	25.0
ANGOLA					0.0			1	1	100.0
BENIN	7		1	8	12.5	7		2	9	22.2
BOTSWANA			2	2	100.0			4	4	100.0
BURUNDI	1	1		2	0.0	2		1	3	33.3
CAP-VERT					0.0					0.0
COMORES		1		1	0.0		1		1	0.0
CONGO	4		1	5	20.0	4		1	6	16.7
DJIBOUTI					0.0					0.0
COTE D'IVOIRE					0.0			1	1	100.0
EGYPTE	12		15	27	55.6	12	3	11	26	42.3
EMPIRE CENT AFR		1	1	2	50.0	1		1	2	50.0
ETHIOPIE	11		6	17	35.3	15	1	6	22	27.3
GABON					0.0					0.0
GAMBIE	2		3	5	60.0	3		5	8	62.5
GHANA	9	1	8	18	44.4	10		11	21	52.4
GUINEE	4		1	5	20.0	4		1	5	20.0
GUINEE-BISSAU					0.0					0.0
GUINEE EQU					0.0					0.0
HAUTE-VOLTA		1	3	4	75.0		1	3	4	75.0
JAM AI LID	4			4	0.0	4		2	6	33.3
KENYA	6	2	6	14	42.9	8		5	13	38.5
LESOTHO	2			2	0.0	2	1		3	0.0
LIBERIA	2			2	0.0	2	1		3	0.0
MADAGASCAR	3	2	3	8	37.5	6		3	9	33.3
MALAWI	1			1	0.0	1	1	1	3	33.3
MALI	3		4	7	57.1	2		3	5	60.0
MAROC	8		2	10	20.0	8		2	10	20.0
MAURICE	5		2	7	28.6	5	2	1	8	12.5
MAURITANIE	1			1	0.0	1			1	0.0
MOZAMBIQUE					0.0					0.0
NIGER		1	2	3	66.7		1	3	4	75.0
NIGERIA	8	2	10	20	50.0	10	1	11	22	50.0
UGANDA	5		11	16	68.8	4	1	12	17	70.6
R U DE TANE	9		8	17	47.1	9		9	18	50.0
R U DU CAM	3	1	5	9	55.6	3	1	6	10	60.0
RWANDA			1	1	100.0		1		1	0.0
S TOUR-ET-PRIN					0.0					0.0
SENEGAL	3	1	6	10	60.0	4		4	8	50.0
SEYCHELLES					0.0					0.0
SIERRA LEONE	6		7	13	53.8	5		10	15	66.7
SOHALIE	5		5	10	50.0	5		6	11	54.5
SOUDAN	4	1	4	9	44.4	3	1	5	9	55.6
SWAZILAND					0.0			1	1	100.0
TCHAD	1	1	1	3	33.3	1	2		3	0.0
TOGO	4		5	9	55.6	5		5	10	50.0
TUNISIE	13	1	4	18	22.2	14		4	18	22.2
ZAIRE	5		6	11	54.5	5		8	13	61.5
ZAMBIE	2			2	0.0	2		3	5	60.0
TOTAL PARTIEL	173	17	137	327	41.9	186	20	157	363	43.3
AM DU NORD ET CARAIRES										
BAHAMAS					0.0					0.0
BARBADE	3	1		4	0.0	5	1		6	0.0
CANADA	27	3	31	61	50.8	27	5	35	67	52.2
DOMINIQUE					0.0	1			1	0.0
ETATS-UNIS	365	34	117	516	22.7	386	15	120	521	23.0
GRENVADE			2	2	100.0			3	3	100.0
GUYANE	8	1	2	11	18.2	10		4	14	28.6
JAMAIQUE	13	1	14	28	7.1	15		2	17	11.8
TRINITE-ET-T	9		4	13	30.8	9	1	3	13	23.1
TOTAL PARTIEL	425	39	157	621	25.3	453	22	167	642	26.0
AMERIQUE LATINE										
ARGENTINE	17		21	38	55.3	15	1	22	38	57.9
BOLIVIE	9		1	10	10.0	8		2	10	20.0
BRESIL	16		6	22	27.3	14	1	10	25	40.0
CHILI	22		14	36	38.9	22	3	13	38	34.2

REGION ET NATIONALITE	AU 30 JUIN 1978				AU 30 JUIN 1979					
	TYPE DE NOMINATION			TOTAL	TYPE DE NOMINATION			TOTAL		
	A TITRE PERMANENT	POUR UNE PERIODE DE STAGE	POUR UNE DUREE DETERMINEE		A TITRE PERMANENT	POUR UNE PERIODE DE STAGE	POUR UNE DUREE DETERMINEE			
POURCENTAGE HAIRIES MOBILES POUR UNE DUREE DETERMINEE				POURCENTAGE HAIRIES MOBILES POUR UNE DUREE DETERMINEE						
AMERIQUE LATINE (SUITE)										
COLOMBIE	10		5	15	33.3	10	7	17	41.2	
COSTA RICA	1	1	1	3	33.3	1	2	3	66.7	
CUBA	7		1	8	12.5	8		8	0.0	
EL SALVADOR	5			5	0.0	5		5	0.0	
EQUATEUR	7		1	8	12.5	6	3	9	33.3	
GUATEMALA	4	2		6	0.0	4	1	5	0.0	
HAITI	8		4	12	33.3	9	2	12	16.7	
HONDURAS	2		2	4	50.0	1	1	2	66.7	
HELIQUE	10	3	1	14	7.1	11	2	6	31.6	
HICABAGUA	6			6	0.0	5		5	0.0	
PANAMA	6		2	8	25.0	6	4	10	40.0	
PARAGUAY	4			4	0.0	3		3	0.0	
PEROU	6		6	12	50.0	5		12	58.3	
REP DOM	3		1	4	25.0	3		4	25.0	
SURINAME					0.0		1	1	100.0	
URUGUAY	7		8	15	53.3	7	3	16	37.5	
VENEZUELA	4	1	3	8	37.5	4	1	7	28.6	
TOTAL PARTIEL	154	7	77	238	32.4	147	13	90	250	36.0
ASIE ET PACIFIQUE										
AUSTRALIE	20	2	12	34	35.3	24		15	39	38.5
BANGLADESH	1		7	8	87.5	1	2	9	12	75.0
BHOUTAN					0.0					0.0
BIRMANIE	3		6	9	66.7	3		7	10	70.0
CHINE	41	2	6	49	12.2	41		10	51	19.6
FIDJI	3			3	0.0	3		3	0.0	
INDE	38		14	52	26.9	36		17	53	32.1
INDONESIE	10		7	17	41.2	9		5	14	35.7
JAPON	36	9	29	74	39.2	39	4	30	73	41.1
KAMPUCHEA DEM	4		2	6	33.3	4		2	6	33.3
MALAISIE	7	2	2	11	18.2	9	2	2	13	15.4
MALDIVES					0.0					0.0
MONGOLIE			1	1	100.0			1	1	100.0
NEPAL	8	1	1	10	10.0	9		1	10	10.0
NOUVELLE-ZEL	10		8	18	44.4	10	1	6	17	35.3
PAKISTAN	9		6	15	40.0	9	1	7	17	41.2
PAPUA N GUINEE					0.0					0.0
PHILIPPINES	37		1	38	2.6	39	1	1	41	2.4
RP DEM POP LAO	3			3	0.0	3		3	0.0	
SANOA					0.0					0.0
SINGAPOUR	4	1	2	7	28.6	3		4	7	57.1
ILES SALOMON					0.0					0.0
SRI LANKA	11	1	10	22	45.5	11	3	7	21	33.3
THAILANDE	18		4	22	18.2	19		4	23	17.4
VIET NAM	2			2	0.0	2		1	3	33.3
TOTAL PARTIEL	265	18	118	401	29.4	274	14	129	417	30.9
EUROPE OCCIDENTALE										
ALL R FED	28	12	33	73	45.2	36	11	33	80	41.3
AUTRICHE	19		9	28	32.1	22		12	34	35.3
BELGIQUE	20	1	9	30	30.0	19	2	8	29	27.6
DANEMARK	15		2	17	11.8	13	1	3	17	17.6
ESPAGNE	19	1	3	23	13.0	20	1	3	24	12.5
FINLANDE	8		7	15	46.7	8		8	16	50.0
FRANCE	106	4	36	146	24.7	106	7	30	143	21.0
GREECE	7			7	0.0	6		1	7	14.3
IRLANDE	6	1	4	11	36.4	8	1	4	13	30.8
ISLANDE	1	2	1	4	25.0	1	2	3	3	0.0
ITALIE	44	5	9	58	15.5	43	5	8	56	14.3
LUXEMBOURG	4			4	0.0	4		4	0.0	
HAUTE	5		1	6	16.7	5		2	7	28.6
NORVEGE	8		5	13	38.5	8		2	10	20.0
PAIS-BAS	20	2	10	32	31.3	20	3	9	32	28.1
PORTUGAL	6		1	7	14.3	6		3	9	33.3
ROYAUME-UNI	88	6	35	129	27.1	92	3	34	129	26.4
SUEDE	23	3	10	36	27.8	21	2	10	33	30.3
TOTAL PARTIEL	427	37	175	639	27.4	438	38	170	646	26.3

REGION ET NATIONALITE	AU 30 JUIN 1978				AU 30 JUIN 1979					
	TYPE DE NOMINATION			TOTAL DE FONCTION- NAIRES	TYPE DE NOMINATION			TOTAL DE FONCTION- NAIRES		
	A TITRE PERMANENT	POUR UNE PERIODE DE STAGE	POUR UNE DUREE DETERMINEE		A TITRE PERMANENT	POUR UNE PERIODE DE STAGE	POUR UNE DUREE DETERMINEE			

EUROPE ORIENTALE										
ALBANIE				0.0					0.0	
BELORUSSIE			9	100.0			9	9	100.0	
BULGARIE	2		8	10	80.0	2	8	10	80.0	
HONGRIE			10	10	100.0		10	10	100.0	
POLOGNE	3		20	23	87.0	1	24	25	96.0	
REP DEM ALL			8	8	100.0		10	10	100.0	
ROUMANIE			8	8	100.0		9	9	100.0	
TCHECOSLOV			12	12	100.0		11	11	100.0	
UKRAINE			24	24	100.0		21	21	100.0	
URSS	1		193	194	99.5	1	179	180	99.4	
YOUgosLAVIE	6		12	18	66.7	8	1	9	18	50.0
TOTAL PARTIEL	12		304	316	96.2	12	1	290	303	95.7
MOYEN-ORIENT										
AFGHANISTAN	4	1	3	8	37.5	4	2	1	7	14.3
AR SAOUDITE	1	1	1	3	33.3	2	1	3	3	33.3
BANDEIN					0.0					0.0
CHYPRE	7		4	11	36.4	6		4	10	40.0
EM AR UNIS					0.0			1	1	100.0
IRAN	12	2	3	17	17.6	13	1	4	18	22.2
IRAQ	9		9	18	50.0	10	1	10	21	47.6
ISRAEL	2		2	4	50.0	2		2	4	50.0
JORDANIE	6	1	5	12	41.7	7		5	12	41.7
KOWEIT					0.0					0.0
LIBAN	12	2	8	22	36.4	13		9	22	40.9
OMAN					0.0					0.0
QATAR					0.0					0.0
REP AR SYR	7	1	6	14	42.9	9		7	16	43.8
TURQUIE	9		5	14	35.7	8	1	5	14	35.7
YEMEN	5		2	7	28.6	3	1	1	5	20.0
YEMEN DEM		2		2	0.0	1	2	1	4	25.0
TOTAL PARTIEL	74	10	48	132	36.4	78	8	51	137	37.2
AUTRE ORIGINE										
MARIE	1		1	2	50.0	1	1		2	0.0
REP DE COREE			4	4	100.0			3	3	100.0
SUISSE	24	3	3	30	10.0	26	1	2	29	6.9
APATRIDES	2		2	4	50.0	2		3	5	60.0
TOTAL PARTIEL	27	3	10	40	25.0	29	2	8	39	20.5
TOTAL	1 557	131	1 026	2 714	37.8	1 617	118	1 062	2 797	38.0

NOBINATIONS A DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE,
PAR REGION, PAR NATIONALITE ET PAR CLASSE

(LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DU SEXE FEMININ EST INDIQUE ENTRE PARENTHESES)

(1ER JUILLET 1978-30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	SGA.	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL
AFRIQUE										
AFRIQUE DU SUD							1			1
ANGOLA			1							1
BENIN					1			1		2
BOTSWANA						1		1		2
								(1)		(1)
BURUNDI								1		1
CONGO						1				1
COTE D'IVOIRE						1				1
EGYPTE					1					1
ETHIOPIE						1	1			2
GAMBIE						1		1		2
GHANA						1	1			2
JAH AR LIB						1		1		2
LESOTHO								1		1
								(1)		(1)
LIBERIA								1		1
								(1)		(1)
MALAWI					1		1			2
MAURICE								1		1
NIGER								1		1
NIGERIA					1	1				2
OGANDA					1		1			2
R U DE TANZ							1			1
R U DU CAM								1		1
SENEGAL							1			1
SIERRA LEONE				1		1				2
SOMALIE							1			1
SOUDAN				1	1					2
SWAZILAND								1		1
								(1)		(1)
TOGO							1			1
ZAIRE								2		2
ZAMBIE							2	1		3
TOTAL PARTIEL			1	2	6	9	13	12		43
								(4)		(4)
AM DU NORD ET CARAIBES										
BARBADE									1	1
									(1)	(1)
CANADA					2	4	2	3		11
ETATS-UNIS		1		2	5	10	6	13	1	38
					(1)	(1)	(2)	(5)	(1)	(10)

REGION ET NATIONALITE

SGA SSG D-2 D-1 P-5 P-4 P-3 P-2 P-1 TOTAL

AM DU NORD ET CARAIRES (SUITE)

GRENADE							1		1
GUYANE							1	1	2
JAMAIQUE		1 (1)							1 (1)
TOTAL PARTIEL		2 (1)	2	7 (1)	14 (1)	10 (2)	17 (5)	2 (2)	54 (12)

AMERIQUE LATINE

ARGENTINE				1	2	1 (1)	1		5 (1)
BOLIVIE					1				1
BRESIL			1	1	2		2		6
CHILI					1	1			2
COLOMBIE			1				1 (1)		2 (1)
COSTA RICA							1		1
EQUATEUR				1					1
MEXIQUE					1	3	1		5
PANAMA						1 (1)		1	2 (1)
PEROU	1					1			2
SURINAME						1			1
URUGUAY					1				1
VENEZUELA							1		1
TOTAL PARTIEL	1		2	4	7	8 (2)	7 (1)	1	30 (3)

ASIE ET PACIFIQUE

AUSTRALIE			1	1	1	1	2		6
BANGLADESH			1		1	2	2		6
BIRMANIE						1	1		2
CHINE	1			2			2		5
INDE		3			2	1			6
JAPON	1				1	1	5 (1)	2 (1)	11 (1)
MALAISIE						1 (1)			1 (1)
NOUVELLE-ZEL								1	1
PAKISTAN						1	2 (1)		3 (1)
PHILIPPINES							1		1
SINGAPOUR						1		1 (1)	2 (1)
VIENTIANE								1 (1)	1 (1)
TOTAL PARTIEL	2	3	2	3	5	9 (1)	15 (1)	5 (3)	45 (5)

REGION ET NATIONALITE

SGA SSG D-2 D-1 P-5 P-4 P-3 P-2 P-1 TOTAL

EUROPE OCCIDENTALE

ALL E FED				1		4	1	6	1	13
							(1)	(2)	(1)	(9)
AUTRICHE			1		1	1		1		4
BELGIQUE					1			1	1	3
									(1)	(1)
DANEMARK	1						1	1		3
ESPAGNE					1			1	1	3
								(1)		(1)
FINLANDE					1		1			2
FRANCE			1		1	1	1	1	1	6
								(1)		(1)
GRECE							1			1
IRLANDE									1	1
ISLANDE								1		1
ITALIE							1	3		4
								(2)		(2)
HALTE							1			1
PAYS-BAS							2			2
PORTUGAL								2		2
ROYAUME-UNI	1				1	6	3			11
	(1)				(1)		(1)			(3)
SUEDE	1						2			3
							(1)			(1)
TOTAL PARTIEL	3	2	1	6	12	14	17	5	60	
	(1)			(1)		(3)	(7)	(2)	(14)	

EUROPE ORIENTALE

BIELORUSSIE							1			1
BULGARIE							1			1
HONGRIE					1	1				2
POLOGNE					3	2	2	1		8
					(1)					(1)
REP DES ALL					1			1		2
ROUMANIE					1					1
TCHECOSLOV						1	1			2
UKRAINE					1	1		1		3
URSS		3	1	5	7	14	6			36
				(1)	(1)	(1)	(1)			(4)
TOTAL PARTIEL	3	1	12	12	19	9	56		56	
			(2)	(1)	(1)	(1)	(1)		(5)	

REGION ET NATIONALITE	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL
MOYEN-ORIENT										
AFGHANISTAN								1		1
EM AR UNIS								1 (1)		1 (1)
IRAN								1 (1)		1 (1)
IRAQ					1	1	2			4
ISRAEL						1				1
LIBAN						1				1
REP AR SYR						1				1
TURQUIE							1 (1)	1		2 (1)
YEMEN DEM								1		1
TOTAL PARTIEL					1	4	3 (1)	5 (2)		13 (3)
AUTRE ORIGINE										
REP DE COREE							1 (1)			1 (1)
APATRIDES								1		1
TOTAL PARTIEL							1 (1)	1		2 (1)
TOTAL	3	8 (2)	8	11	41 (4)	67 (3)	83 (11)	73 (23)	9 (4)	303 (87)

REGION ET NATIONALITE	NOMINATIONS				CESSATIONS DE SERVICE			AUTRES CHANGE- MENTS b/ -	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES AU 30/6/79	CATEGORIE SPECIALE c/
	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES 30/6/79	FONCTION- NAIRES DE CARRIERE	FONCTION- NAIRES		FONCTION- NAIRES DE CARRIERE	FONCTION- NAIRES				
			POUR UNE DUREE DETERMINEE	TOTAL		POUR UNE DUREE DETERMINEE	TOTAL			
AFRIQUE (SUITE)										
MOZAMBIQUE	0								0	
NIGER	3		1	1					4	
NIGERIA	20 (1)		2	2					22 (1)	
OUGANDA	16 (2)		2	2				-1	17 (2)	
R U DE TANSI	17 (2)		1	1					18 (2)	
R U DU CAM	9		1	1					10	
RVANDA	1								1	
S TORE-ET-PRIN	0								0	
SENEGAL	10 (2)		1	1			1	1	8 (1)	-2 (-1)
SEYCHELLES	0								0	
SIERRA LEONE	13		2	2					15	
SOMALIE	10 (1)		1	1					11 (1)	
SOUDAN	9		2	2	1	1	2		9	
SWAZILAND	0 (0)		1 (1)	1 (1)					1 (1)	
TCHAD	3								3	
TOGO	9		1	1					10	
TUNISIE	18 (1)								18 (1)	
ZAIRE	11 (2)		2	2					13 (2)	
ZAMBIE	2		3	3					5	
TOTAL PARTIEL	327 (25)	4 (2)	39 (2)	43 (4)	2	7	9	+7 (+1)	-5 (-2)	363 (30)
AS DU NORD ET CARAIQUES										
BANANAS	0								0	
BARBADE	4 (1)	1 (1)		1 (1)				+1	6 (2)	
CANADA	61 (13)		11	11	2 (2)	3	5 (2)		67 (10)	
DOMINIQUE	0							+1	1	
ETATS-UNIS	516 (157)		38 (10)	38 (10)	33 (9)	25 (4)	58 (13)	+28 (+9)	-3	521 (163)
GRENADE	2		1	1					3	
GUYANE	11 (5)		2	2				+1	14 (5)	
JAMAIQUE	14 (1)		1 (1)	1 (1)				+2 (+2)	17 (4)	
TRINITE-ET-T	13 (2)								13 (2)	
TOTAL PARTIEL	621 (179)	1 (1)	53 (11)	54 (12)	35 (11)	28 (4)	63 (15)	+33 (+11)	-3	642 (186)

REGION ET NATIONALITE	NOMINATIONS				CESSATIONS DE SERVICE a/				AUTRES CHANGES b/ + -	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES AU 30/6/79	CATEGORIE SPECIALE c/
	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES DE 30/6/78	FONCTION- NAIRES DE CARRIERE UNE DUREE DETERMINEE	FONCTION- NAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE TOTAL	FONCTION- NAIRES DE CARRIERE UNE DUREE DETERMINEE TOTAL	FONCTION- NAIRES DE CARRIERE UNE DUREE DETERMINEE TOTAL	FONCTION- NAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE TOTAL	FONCTION- NAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE TOTAL				
AMERIQUE LATINE											
ARGENTINE	36 (7)	5 (1)	5 (1)	3 (1)	2	5 (1)	+1 (+1)	-1	38 (8)		
BOLIVIE	10	1	1	1		1			10		
BRESIL	22 (3)	6	6	2	1	3			25 (3)		
CHILI	36 (15)	2	2	4 (2)		4 (2)	+5 (+4)	-1 (-1)	38 (16)		
COLOMBIE	15 (0)	2 (1)	2 (1)	1		1	+1		17 (1)		
COSTA RICA	3	1	1	1		1			3		
CUBA	8 (1)			1	1	2	+2 (+1)		8 (2)	2	
EL SALVADOR	5 (1)								5 (1)		
EQUATEUR	8 (1)	1	1						9 (1)		
GUATEMALA	6			1		1			5		
HAITI	12 (0)						+1 (+1)	-1	12 (1)		
HONDURAS	4			1		1			3		
MEXIQUE	14 (2)	5	5						19 (2)		
NICARAGUA	6 (3)			1 (1)		1 (1)			5 (2)		
PANAMA	8 (2)	2 (1)	2 (1)						10 (3)		
PARAGUAY	4			1		1			3		
PEROU	12 (4)	2	2	1	1 (1)	2 (1)			12 (3)		
REP. DOM.	4 (2)								4 (2)		
SURINAME	0	1	1						1		
URUGUAY	15 (1)	1	1						16 (1)		
VENEZUELA	8 (3)	1	1		1	1	+1 (+1)	-2	7 (4)		
TOTAL PARTIEL	238 (45)	30 (3)	30 (3)	18 (4)	6 (1)	24 (5)	+11 (+8)	-5 (-1)	250 (50)	2	
ASIE ET PACIFIQUE											
AUSTRALIE	34 (7)	6	6		3	3	+2 (+1)		39 (8)		
BANGLADESH	8	6	6		2	2			12		
BHOUTAN	0								0		
BIRMANIE	9	2	2		1	1			10		
CHINE	49 (16)	5	5	1	2	3	+1	-1	51 (16)	1	

REGION ET NATIONALITE	NOMINATIONS				CESSATIONS DE SERVICE ^{a/}			AUTRES CHANGEMENTS ^{b/}		NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/79	CATEGORIE SPECIALE ^{c/}
	BONNDS DE FONCTIONNAIRES 30/6/78	FONCTIONNAIRES DE CARRIERE	FONCTIONNAIRES BONSBS POUR UNE DUREE DETERMINEE	FONCTIONNAIRES BONSBS POUR TOTAL	FONCTIONNAIRES DE CARRIERE	FONCTIONNAIRES BONSBS POUR UNE DUREE DETERMINEE	TOTAL	+	-		
ASIE ET PACIFIQUE (SUITE)											
FIDJI	3										3
INDE	52 (5)		6	6	3 (2)	2	5 (2)	+1	-1		53 (3)
INDONESIE	77 (1)						2			-1	74 (1)
JAPON	79 (9)	1 (1)	10	11 (1)	4	5	9	+1 (+1)	-4 (-1)		73 (10)
KAMPUCHEA DEM	6										6
MALAISIE	11 (0)		1 (1)	1 (1)				+1			13 (1)
MALDIVES	0										0
MONGOLIE	1										1
NEPAL	10										10
NOUVELLE-ZEL	18 (3)		1	1			2				17 (3)
PAKISTAN	15 (0)		3 (1)	3 (1)			1				17 (1)
PAPUA N GUINEE	0										0
PHILIPPINES	38 (13)		1	1	2 (1)		2 (1)	+4 (+3)			41 (15)
RF DEM POP LAO	3										3
SAMOA	0										0
SINGAPOUR	7 (0)		2 (1)	2 (1)	2		2				7 (1)
ILES SALOMON	0										0
SRI LANKA	22 (2)						1				21 (2)
THAILANDE	22 (7)							+1			23 (7)
VIENT SAN	2 (1)		1 (1)	1 (1)							3 (2)
TOTAL PARTIEL	401 (64)	1 (1)	44 (4)	45 (5)	12 (3)	23	33 (3)	+11 (+5)	-7 (-3)		417 (70)
EUROPE OCCIDENTALE											
ALL E FED	73 (11)	2	11 (4)	13 (4)		3 (1)	3 (1)			-3	80 (14)
AUTRICHE	28 (0)		4	4		1	1	+4 (+4)	-1 (-1)		34 (11)
BELGIQUE	30 (5)	1	2 (1)	3 (1)	2	2	4				29 (6)
DAENMARK	77 (2)		3	3	3	1	4	+1			77 (2)
ESPAGNE	23 (3)	1	2 (1)	3 (1)	2	1	3	+1			24 (4)
FINLANDE	15 (7)		2	2		1	1				16 (7)

REGION ET NATIONALITE	NOMINATIONS				CESSATIONS DE SERVICE A/				AUTRES CHANGES + / -	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES AU 30/6/79	CATEGORIE SPECIALE g/
	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES 30/6/78	FONCTION- NAIRES DE CARRIERE	FONCTION- NAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE	FONCTION- NAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE	TOTAL	FONCTION- NAIRES DE CARRIERE	FONCTION- NAIRES POUR UNE DUREE DETERMINEE	TOTAL			
EUROPE OCCIDENTALE (SUITE)											
FRANCE	146 (39)		6 (1)	6 (1)	9 (3)	4 (2)	13 (5)	+9 (+4)	-5 (-2)	143 (37)	
GRECE	7		1	1	1		1			7	
IRLANDE	11		1	1				+1		13	
ISLANDE	4 (1)	1		1	1	1 (1)	2 (1)			3 (0)	
ITALIE	58 (10)	1	3 (3)	4 (3)	2		2	+2	-6 (-1)	56 (12)	
LUXEMBOURG	4									4	
MALTE	6		1	1						7	
NORVEGE	13 (1)				2	1	3			10 (1)	
PAYS-BAS	32 (3)		2	2	1		1	+1	-2	32 (3)	
PORTUGAL	7 (1)		2	2						9 (1)	
ROYAUME-UNI	129 (31)		11 (3)	11 (3)	9 (3)	6 (2)	15 (5)	+7 (+3)	-3 (-1)	129 (31)	1
SUEDE	36 (7)		3 (1)	3 (1)	3 (1)	1	4 (1)		-2 (-1)	33 (6)	
TOTAL PARTIEL	639 (129)	6	54 (14)	60 (14)	35 (7)	22 (6)	57 (13)	+26 (+11)	-22 (-10)	646 (135)	1
EUROPE ORIENTALE											
ALBANIE	0									0	
BIELORUSSIE	9		1	1		1	1			9	
BULGARIE	10		1	1		1	1			10	
HONGRIE	10 (1)		2	2		2	2			10 (1)	
POLOGNE	23 (1)		8 (1)	8 (1)	2	4	6			25 (2)	1
REP DES ALL	8		2	2		1	1	+1		10	
ROUMANIE	8		1	1						9	
TCHECOSLOV	12		2	2		3	3			11	1
UKRAINE	24 (1)		3	3		7 (1)	7 (1)	+1		21 (0)	
URSS	194 (11)		36 (4)	36 (4)		52 (1)	52 (1)	+3	-1	180 (14)	
YOUgosLAVIE	18							+1	-1	18	
TOTAL PARTIEL	316 (14)		56 (5)	56 (5)	2	71 (2)	73 (2)	+6	-2	303 (17)	2

REGION ET NATIONALITE	NOMINATIONS			CESSATIONS DE SERVICE ^{a/}			AUTRES CHANGEMENTS ^{b/}		NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/79	CATEGORIE SPECIALE ^{c/}	
	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DE 30/6/79	FONCTIONNAIRES DE CARRIERE	FONCTIONNAIRES NONS POUR UNE DUREE DETERMINEE	FONCTIONNAIRES DE CARRIERE	FONCTIONNAIRES NONS POUR UNE DUREE DETERMINEE	TOTAL	+	-			
MOYEN-ORIENT											
AFGHANISTAN		1	1		2	2			7		
AR SAOUDITE	3 (3)								3 (3)		
BARRIEU	0								0		
CHYPRE	11			1		1			10		
RE DE VEIS	0 (0)	1 (1)	1 (1)						1 (1)		
IRAN	17 (2)	1 (1)	1 (1)						18 (3)		
IRAQ	16 (2)	4	4		1	1			21 (2)		
ISRAEL	4 (1)	1	1		1	1			4 (1)		
JORDANIE	12 (1)				1	1	+1		12 (1)	1	
KOWEIT	0								0		
LIBAN	22 (5)	1	1	2	1	3	+2 (+2)		22 (7)		
OMAN	0								0		
QATAR	0								0		
REP AR STR	14	1	1				+1		16		
TURQUIE	14 (3)	2 (1)	2 (1)	1	1	2			14 (4)		
YEMEN	7							-2	5		
YEMEN DSI	2 (1)	1	1				+1		4 (1)		
TOTAL PARTIEL	132 (16)	13 (3)	13 (3)	4	7	11	+5 (+2)	-2 (-1)	137 (23)	1	
AUTRE ORIGINE											
BARBIEU	2								2		
REP DE COREE	4 (0)	1 (1)	1 (1)		2	2			3 (1)		
SUISSE	30 (0)			2 (2)	1	3 (2)	+3 (+2)	-1	29 (0)		
APATRIDES	4	1	1						5	1	
TOTAL PARTIEL	40 (0)	2 (1)	2 (1)	2 (2)	3	5 (2)	+3 (+2)	-1	39 (9)	1	
TOTAL	2 714 (482)	12 (4)	291 (43)	303 (47)	110 (27)	165 (13)	275 (40)	+2 (+40)	-47 (-17)	2 797 (520)	8

^{a/} LES INDICATIONS PORTES DANS CES COLONNES CONCERNENT LES DEMISSIONS, DEPARTS A LA RETRAITE, EXPIRATIONS D'ENGAGEMENT DE DUREE DETERMINEE OU CESSATIONS DE SERVICE POUR TOUT AUTRE MOTIF.

^{b/} LES INDICATIONS PORTES DANS CETTE COLONNE CONCERNENT LES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS DUES AUX CHANGEMENTS SUIVANTS:

1. MUTATIONS ENTRE POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET POSTES EXIGEANT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES;
2. SIEGE EN CONGE SPECIAL SANS TRAITEMENT OU RETOURS DE FONCTIONNAIRES APRES UN CONGE SANS TRAITEMENT;
3. DETACHEMENTS OU AFFECTATIONS DE FONCTIONNAIRES A DES PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET RETOURS DE FONCTIONNAIRES DETACHES;
4. DETACHEMENTS DE FONCTIONNAIRES APRES DU PRUD ET D'AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES ET RETOURS DE FONCTIONNAIRES DETACHES;
5. PROMOTIONS D'AGENTS DES SERVICES CENTRAUX A DES POSTES DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS;
6. CHANGEMENTS DE NATIONALITE.

^{c/} FONCTIONNAIRES AYANT LE STATUT DE RESIDENT PERMANENT AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

NUMBRE DE FONCTIONNAIRES HOMMES POUR UNE DUREE DETERMINEE
OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE,
PAR REGION, PAR NATIONALITE ET PAR CLASSE
(AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL
AFRIQUE										
AFRIQUE DU SUD							1			1
ALGERIE	1				1	1	1			4
ANGOLA			1							1
BENIN					1			1		2
BOTSWANA						1	1	2		4
BURUNDI								1		1
CONGO			1							1
COTE D'IVOIRE						1				1
EGYPTE	1			3	2	1	3		1	11
EMPIRE CENT AF							1			1
ETHIOPIE					2	2	2			6
GAMBIE						1	1	3		5
GHANA	1				6	1	1	2		11
GUINEE								1		1
HAUTE-VOLTA				1	1		1			3
JAN AN LIE						1		1		2
KENYA				1	1	2		1		5
MADAGASCAR						1	2			3
MALAVI							1			1
MALI					1		1	1		3
MAROC					1		1			2
MAURICE								1		1
NIGER	1						1	1		3
NIGERIA	1				1	3	4	2		11
OUGANDA					2	4	3	3		12
R U DE TANZ			1	1	2		4	1		9
R U DU CAR				2		1	2	1		6
SENEGAL					1		2	1		4
SIERRA LEONE		1		1	1	2	4	1		10
SOMALIE	1						5			6
SOUDAN				2	1	2				5
SWAZILAND								1		1
TOGO						1	2	2		5
TUNISIE	1					2	1			4
SAIRE			1				4	3		8
SANBIE							2	1		3
TOTAL PARTIEL	7	1	4	11	24	27	51	31	1	157

REGION ET NATIONALITE	SGA	SGG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL
AN DU NORD ET CARAIRES										
CANADA	1	1	2	2	4	9	9	7		35
ETATS-UNIS	1	3	3	12	14	31	28	26	2	120
GRENADE			1		1		1			3
GUYANE							1	2	1	4
JAMAIQUE		1		1						2
TRINITE-ET-T				1		1		1		3
TOTAL PARTIEL	2	5	6	16	19	41	39	36	3	167
AMERIQUE LATINE										
ARGENTINE				3	6	6	5	2		22
BOLIVIE						1	1			2
BRESIL	1			1	3	3		2		10
CHILI				2	3	4	3		1	13
COLOMBIE	1		1	2			2	1		7
COSTA RICA						1		1		2
EQUATEUR		1			2					3
HAITI				1			1			2
HONDURAS					1	1				2
MEXIQUE					1	1	3	1		6
PANAMA						1	2		1	4
PEROU	1		1	1			3	1		7
REP DOM								1		1
SURINAME							1			1
URUGUAY	1		1		2	2				6
VENEZUELA							1	1		2
TOTAL PARTIEL	4	1	3	10	18	20	23	9	2	90
ASIE ET PACIFIQUE										
AUSTRALIE			1	1	3	5	3	2		15
BANGLADESH			1	1		3	3	1		9
BIRMANIE					1	4	2			7
CHINE	1			3	1		4	1		10
INDE		3	2	6	3	1	2			17
INDONESIE	1			1		3				5
JAPON	1			1	5	8	8	6	1	30
KAMPUCHEA DEM							2			2
MALAISIE						2				2
MONGOLIE					1					1
NEPAL					1					1
NOUVELLE-ZEL					2		3	1		6
PAKISTAN	1			1	2	1	2			7
PHILIPPINES							1			1
SINGAPOUR						1	2	1		4

REGION ET NATIONALITE	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL
ASIE ET PACIFIQUE (SUITE)										
SRI LANKA	1		1		3	2				7
THAILANDE						1	1	2		4
VIET NAM								1		1
TOTAL PARTIEL	5	3	5	14	22	31	33	15	1	129
EUROPE OCCIDENTALE										
ALL R.FED		2	2	4	4	9	5	6	1	33
AUTRICHE			2	2	2	3	2	1		12
BELGIQUE	1				1	2	1	2	1	8
DAUWENAK		1					1	1		3
ESPAGNE					1			1	1	3
FINLANDE		2		1	1	1	3			8
FRANCE	1		2	3	7	8	7	1	1	30
GREECE							1			1
IRLANDE			1		1			1	1	4
ITALIE	1				2		2	2	1	8
HALTE							2			2
NORVEGE		1			1					2
PAYS-BAS			2		3		4			9
PORTUGAL						1		2		3
ROYAUME-UNI	1	2	1	2	5	7	12	4		34
SUEDE		2		1		2	3	2		10
TOTAL PARTIEL	4	10	10	13	28	33	43	23	6	170
EUROPE ORIENTALE										
BIELORUSSIE						3	5	1		9
BULGARIE					4	2	2			8
HONGRIE				2	3	4	1			10
POLOGNE	1			2	6	8	6	1		24
REP DES ALL				2	1	4	2	1		10
ROUMANIE					5	2	1	1		9
TCHECOSLOV				1		6	3	1		11
UKRAINE			2		3	4	6	6		21
URSS	1	1	10	10	23	61	50	23		179
YUGOSLAVIE	1			1	3	3		1		9
TOTAL PARTIEL	3	1	12	18	48	97	76	35		290
MOYEN-ORIENT										
AFGHANISTAN							1			1
AR SAOUDITE								1		1
CHYPRE					1		3			4
EM AR UNIS								1		1
IRAN						1	1	2		4

REGION ET NATIONALITE	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL
MOYEN-ORIENT (SUITE)										
IRAQ			1	1	3	2	2	1		10
ISRAEL						1	1			2
JORDANIE					2	2	1			5
LIBAN					1	2		1	5	9
REP AR SYR			3			2	1	1		7
TURQUIE	1			1		1		2		5
YEMEN	1									1
YEMEN DEN							1			1
TOTAL PARTIEL	2		4	2	7	11	11	9	5	51
AUTRE ORIGINE										
REP DE COREE						2	1			3
SUISSE				1		1				2
APATRIDES						1		2		3
TOTAL PARTIEL				1		4	1	2		8
TOTAL	27	21	44	85	166	264	277	160	18	1 062

MONDRE DE FONCTIONNAIRES OCCUPANT DES POSTES QUI REIGENT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES,
PAR REGION, PAR NATIONALITE ET PAR CLASSE

(LE MONDRE DE FONCTIONNAIRES DU SERE FRENIS EST INDIQUE ENTRE PARENTHESES)

(AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	MONDRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	MONDRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/79
AFRIQUE							
ALGERIE	8 (1)		2 (1)	3	1		6 (1)
EGYPTE	31 (4)	2	10 (2)	16 (3)	8	1 (1)	37 (5)
HALI	1				1		1
MAROC	1 (1)			1 (1)			1 (1)
SOUDAN	2			2			2
TUNISIE	2			2	2		4
SAIBE	1				1		1
TOTAL PARTIEL	42 (6)	2	12 (3)	24 (4)	13	1 (1)	52 (8)
AR DU BORD ET CARAIENS							
CANADA	12 (2)	1	2	6 (1)	3 (1)		12 (2)
ETATS-UNIS	75 (37)	3 (2)	22 (11)	35 (14)	17 (10)		77 (37)
JAMAIQUE	3 (2)		1 (1)	1	1 (1)		3 (2)
TRINITE-ET-T	1			1			1
TOTAL PARTIEL	91 (41)	4 (2)	25 (12)	43 (15)	21 (12)		93 (41)
AMERIQUE LATINE							
ARGENTINE	41 (13)	4 (1)	11 (3)	24 (8)	1		40 (12)
BOLIVIE	3 (1)	1	1	1 (1)			3 (1)
CHILI	16 (8)	1	7 (2)	7 (4)	1		16 (5)
COLOMBIE	7 (5)		2 (2)	3 (1)	2 (2)		7 (5)
CUBA	5		1	3	1		5
EQUATEUR	5 (2)		2 (1)	3 (1)			5 (2)
HAITI	1 (1)		1 (1)				1 (1)
MEXIQUE	7 (3)	1	3 (1)	2 (2)			6 (3)
PARAGUAY	2 (1)		1 (1)	1			2 (1)
PEROU	6 (4)			4 (2)	2 (2)		6 (4)
URUGUAY	10 (3)		3 (2)	4	4 (2)		11 (4)
VENEZUELA	1 (1)		1 (1)				1 (1)
TOTAL PARTIEL	104 (42)	7 (1)	33 (14)	52 (19)	11 (6)		103 (40)

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78					NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/79	
	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1		
ASIE ET PACIFIQUE							
AUSTRALIE	1						0
CHINE	90 (15)	6	31 (5)	55 (10)	4 (2)		96 (17)
JAPON	0		1				1
MALAISIE	2			2			2
NOUVELLE-ZEL	1				1		1
VIET NAM	1 (1)			1 (1)			1 (1)
TOTAL PARTIEL	103 (16)	6	32 (5)	58 (11)	5 (2)		101 (10)
EUROPE OCCIDENTALE							
ALL R FED	2	1		1	2 (2)		4 (2)
AUTRICHE	3 (1)			2	3 (2)	1 (1)	6 (3)
BELGIQUE	10 (6)		5 (3)	7 (3)	3		15 (6)
ESPAGNE	48 (10)	6	12 (2)	23 (5)	10 (2)	1 (1)	52 (10)
FINLANDE	1		1				1
FRANCE	174 (102)	13 (7)	49 (27)	80 (50)	26 (16)		168 (100)
IRLANDE	4 (1)	1	1 (1)	1	1		4 (1)
ISLANDE	1 (1)				1 (1)		1 (1)
ITALIE	2 (1)			1			1 (0)
ROYAUME-UNI	96 (42)	7 (2)	27 (9)	48 (25)	15 (10)	1	98 (46)
TOTAL PARTIEL	345 (164)	20 (9)	95 (42)	163 (83)	61 (33)	3 (2)	350 (169)
EUROPE ORIENTALE							
REP DEM ALL	1		1				1
UKRAINE	2			1			1
URSS	155 (10)	6	30 (1)	76 (9)	38		150 (10)
TOTAL PARTIEL	158 (10)	6	31 (1)	77 (9)	38		152 (10)
MOYEN-ORIENT							
ISRAEL	4 (1)			3 (1)			3 (1)
JORDANIE	6		3	2			5
LIBAN	5		1	3	1		5

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/78					NOMBRE DE FONCTIONNAIRES AU 30/6/79	
	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1		
MOYEN-ORIENT (SUITE)							
REP AR SYR	10 (1)	2	4 (1)	4	3	13 (1)	
TOTAL PARTIEL	25 (2)	2	8 (1)	12 (1)	4	26 (2)	
AUTRE ORIGINE							
SUISSE	11 (5)		6 (1)	4 (3)	1 (1)	11 (5)	
APATRIDES	1			1		1	
TOTAL PARTIEL	12 (5)		6 (1)	5 (3)	1 (1)	12 (5)	
TOTAL	880 (286)	55 (12)	242 (79)	434 (145)	154 (54)	4 (3)	889 (293)

TABLEAU 15
NOMBRE D'ADMINISTRATEURS ET DE FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR EXPRESSEMENT SECUTES
POUR DES MISSIONS, PAR REGION, PAR NATIONALITE ET PAR CLASSE
(AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES AU 30/6/78	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	NOMBRE DE FONCTION- NAIRES AU 30/6/79
AFRIQUE											
EGYPTE	0							1			1
GHANA	2		1								1
TOTAL PARTIEL	2		1					1			2
AM DU NORD ET CARAIRES											
ETATS-UNIS	0								1		1
TOTAL PARTIEL	0								1		1
AMERIQUE LATINE											
COLOMBIE	1								1		1
HAITI	1					1					1
TOTAL PARTIEL	2					1			1		2
ASIE ET PACIFIQUE											
FIDJI	1								1		1
INDE	1										0
INDONESIE	1		1								1
JAPON	1										0
NOUVELLE-ZEL	2								1		1
SRI LANKA	0			1							1
TOTAL PARTIEL	6		1	1					2		4
EUROPE OCCIDENTALE											
ALL E FRO	0							1			1
AUTRICHE	1										0
DAENMARK	1					1					1
FINLANDE	2	1	1								2
FRANCE	0								1		1
IRLANDE	1		1		1						2
NORVEGE	1										0
PAYS-BAS	0						1				1
ROYAUME-UNI	0									1	1
SUEDE	1			1				1			2
TOTAL PARTIEL	7	1	2	1	1	1	1	2	1	1	11
EUROPE ORIENTALE											
POLOGNE	1							1			1
TOTAL PARTIEL	1							1			1
TOTAL	18 (8)	1	4	2	1	2	2	3	5	1	21 (8)

REPARTITION PONDEREE μ ET NON PONDEREE DES POSTES SOUSIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE
ET SITUATION EFFECTIVE (EN POINTS),
PAR REGION ET PAR NATIONALITE
(AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	FOURCHETTE SOUHAITABLE		SITUATION EFFECTIVE (EN POINTS)
	CHIFFRES NON PONDERES	CHIFFRES PONDERES	
AFRIQUE			
AFRIQUE DU SUD	9-14	288-437	286
ALGERIE	4-9	114-264	556
ANGOLA	2-7	71-220	53
BENIN	2-7	65-214	251
BOTSWANA	2-7	65-214	92
BURUNDI	2-7	65-214	68
CAP-VERT	2-7	65-214	0
CONGRES	2-7	65-214	14
CONGO	2-7	65-214	190
DJIBOUTI	2-7	65-214	0
COTE D'IVOIRE	2-7	71-220	30
EGYPTE	3-8	103-253	953
EMPIRE CENT AFR	2-7	65-214	48
ETHIOPIE	2-7	65-214	575
GABON	2-7	65-214	0
GAMBIE	2-7	65-214	189
GHANA	2-7	71-220	712
GUINEE	2-7	65-214	130
GUINEE-BISSAU	2-7	65-214	0
GUINEE EQU	2-7	65-214	0
HAUTE-VOLTA	2-7	65-214	130
JAH AR LIB	5-10	147-296	177
KENYA	2-7	65-214	425
LESOTHO	2-7	65-214	67
LIBERIA	2-7	65-214	87
MADAGASCAR	2-7	65-214	225
MALAWI	2-7	65-214	81
MALI	2-7	65-214	135
MAROC	3-8	87-236	306
MAURICE	2-7	65-214	189
MAURITANIE	2-7	65-214	38
MOSAMBIQUE	2-7	71-220	0
NIGER	2-7	65-214	138
NIGERIA	4-9	131-280	721
OGANDA	2-7	65-214	462
R U DE TANE	2-7	65-214	555
R U DU CAN	2-7	65-214	282
RWANDA	2-7	65-214	19

REGION ET NATIONALITE	FOURCHETTE SOUHAITABLE		SITUATION EFFECTIVE (EN POINTS)
	CHIFFRES NON PONDÉRES	CHIFFRES PONDÉRES	
AFRIQUE (SUITE)			
S TOBE-ET-PRIN	2-7	65-214	0
SENEGAL	2-7	65-214	222
SEYCHELLES	2-7	65-214	0
SIERRA LEONE	2-7	65-214	489
SOHALIE	2-7	65-214	333
SOUDAN	2-7	65-214	316
SWAZILAND	2-7	65-214	19
TCHAD	2-7	65-214	57
TOGO	2-7	65-214	288
TUNISIE	2-7	71-220	619
ZAIRE	2-7	71-220	332
ZAMBIE	2-7	71-220	127
POSTES RESERVES (POPULATION)	26-26	777-777	
TOTAL REGIONAL	235-318	7,048-9,536	10,981
AM DU NORD ET CARAIRES			
BAHAMAS	2-7	65-214	0
BARBADE	2-7	65-214	150
CANADA	50-67	1,524-2,061	2,141
DOMINIQUE	2-7	65-214	30
ETATS-UNIS	382-517	11,654-15,767	14,954
GRENADE	2-7	65-214	114
GUYANE	2-7	65-214	311
JAMAIQUE	2-7	71-220	525
TRINITE-ET-T	3-8	76-226	360
POSTES RESERVES (POPULATION)	0-0	0-0	
TOTAL REGIONAL	460-623	14,018-18,996	18,585
AMERIQUE LATINE			
ARGENTINE	17-22	502-679	1,182
BOLIVIE	2-7	65-214	327
BRESIL	20-26	594-804	846
CHILI	4-9	109-258	1,062
COLOMBIE	4-9	120-269	596
COSTA RICA	2-7	71-220	87
CUBA	4-9	120-269	192
EL SALVADOR	2-7	65-214	155
EQUATEUR	2-7	71-220	463
GUATEMALA	2-7	71-220	273

REGION ET NATIONALITE	POURCENTAGE SOUHAITABLE		SITUATION EFFECTIVE (EN POINTS)
	CHIFFRES NON PONDRES	CHIFFRES PONDRES	
AMERIQUE LATINE (SUITE)			
HAITI	2-7	65-214	365
HONDURAS	2-7	65-214	92
MEXIQUE	16-21	479-648	475
NICARAGUA	2-7	65-214	122
PANAMA	2-7	71-220	251
PARAGUAY	2-7	65-214	93
PEROU	3-8	92-242	398
REP DOM	2-7	71-220	96
SURINAME	2-7	65-214	24
URUGUAY	3-8	82-231	547
VENEZUELA	9-14	272-421	179
POSTES RESERVES (POPULATION)	34-34	1,017-1,017	
TOTAL REGIONAL	164-222	4,946-6,612	7,825
ASIE ET PACIFIQUE			
AUSTRALIE	27-37	825-1,116	1,051
BANGLADESH	3-8	82-231	369
BHOUTAN	2-7	65-214	0
BIRMANIE	2-7	65-214	326
CHINE	87-118	2,653-3,589	1,620
FIDJI	2-7	65-214	84
INDE	14-19	428-579	2,006
INDONESIE	4-9	136-285	529
JAPON	135-182	4,102-5,550	2,103
KAMPUCHEA DEM	2-7	65-214	170
MALAISIE	4-9	109-258	369
MALDIVES	2-7	65-214	0
MONGOLIE	2-7	65-214	38
NEPAL	2-7	65-214	332
NOUVELLE-ZEL	7-12	201-350	568
PAKISTAN	3-8	98-247	634
PAPUA N GUINEE	2-7	65-214	0
PHILIPPINES	4-9	114-264	980
RP DES POP LAO	2-7	65-214	78
SAMOA	2-7	65-214	0
SINGAPOUR	3-8	103-253	164
ILES SALOMON	2-7	65-214	0
SRI LANKA	2-7	71-220	743
THAILANDE	4-9	114-264	501

REGION ET NATIONALITE	FOURCHETTE SOUHAITABLE		SITUATION EFFECTIVE (EN POINTS)
	CHIFFRES NON PONDÉRES	CHIFFRES PONDÉRES	
ASIE ET PACIFIQUE (SUITE)			
VIENT NAM	3-8	76-226	68
POSTES RESERVES (POPULATION)	157-157	4,694-4,694	
TOTAL REGIONAL	492-666	14,881-20,133	12,733
EUROPE OCCIDENTALE			
ALL E FED	120-163	3,668-4,963	2,355
AUTRICHE	13-18	407-557	1,041
BELGIQUE	20-27	613-829	1,137
DAVEMARK	13-18	407-557	483
ESPAGNE	27-37	821-1,110	837
FINLANDE	10-15	299-448	539
FRANCE	92-124	2,801-3,789	4,556
GRECE	8-13	250-399	226
IRLANDE	5-10	141-290	406
ISLANDE	2-7	71-220	81
ITALIE	55-74	1,674-2,265	1,594
LUXEMBOURG	3-8	82-231	145
HALTE	2-7	65-214	208
NORVEGE	10-15	304-454	379
PAYS-BAS	25-34	770-1,042	996
PORTUGAL	5-10	163-312	244
ROYAUME-UNI	72-98	2,201-2,977	4,017
SUEDE	23-31	687-929	1,137
POSTES RESERVES (POPULATION)	1-1	30-30	
TOTAL REGIONAL	518-701	15,756-21,317	20,381
EUROPE ORIENTALE			
ALBANIE	2-7	65-214	0
BIELORUSSIE	9-14	282-432	228
BULGARIE	4-9	136-285	323
HONGRIE	8-13	239-388	346
POLOGNE	25-34	756-1,023	825
REP DES ALL	24-32	728-985	312
ROUMANIE	6-11	190-340	294
TCHECOSLOV	17-22	502-679	314
UKRAINE	27-37	821-1,110	848
URSS	179-243	5,469-7,399	5,488
YOUgosLAVIE	9-14	272-421	680
POSTES RESERVES (POPULATION)	8-8	239-239	
TOTAL REGIONAL	324-439	9,867-13,349	9,658

REGION ET NATIONALITE	FOURCHETTE SOUHAITABLE		SITUATION EFFECTIVE (EN POINTS)
	CHIFFRES NON PONDÉRES	CHIFFRES PONDÉRES	
MOYEN-ORIENT			
AFGHANISTAN	2-7	65-214	208
AR SAOUDITE	6-11	185-334	67
BAHREIN	2-7	65-214	0
CHYPRE	2-7	65-214	297
EM AR UNIS	3-8	98-247	19
IRAN	9-14	277-427	544
IRAQ	3-8	103-253	725
ISRAEL	6-11	185-334	122
JORDANIE	2-7	65-214	397
KOUEIT	5-10	141-290	0
LIBAN	3-8	76-226	591
OHAN	2-7	65-214	0
QATAR	2-7	71-220	0
REP AR SYR	2-7	71-220	566
TURQUIE	7-12	223-372	482
YEMEN	2-7	65-214	200
YEMEN DEH	2-7	65-214	97
POSTES RESERVES (POPULATION)	14-14	419-419	
TOTAL REGIONAL	101-137	3,044-4,119	4,315

2/ PONDÉRES COMME SUIVIT SELON LE TRAITEMENT DE DEBUT:

	FOUCTION- NAIRES (%)	BASE 2,700 X	TRAITEMENT ANNUEL BRUT	=	POINTS
SGA	27	0.96	26	76.0	1,976.0
SSG	21	0.75	20	67.4	1,348.0
D-2	79	2.82	76	52.7	4,005.0
D-1	224	8.01	216	43.9	9,482.0
P-5	502	17.95	485	38.2	18,527.0
P-4	758	27.10	732	29.9	21,887.0
P-3	663	23.70	640	23.9	15,296.0
P-2	453	16.20	437	19.0	8,303.0
P-1	70	2.50	68	14.3	972.0
	2,797	100.00	2,700		81,796.0

PONDÉRATION MODALE 29.9 POINTS (CLASSE P-4)
 FACTEUR POPULATION 7,176.0 POINTS (240 X 29.9) 0.8%
 FACTEUR QUALITE DE MEMBRE 20,317.0 POINTS (4.5 X 29.9 X 151) 24.8%
 POINTS A REPARTIR SELON LA CONTRIBUTION 54,303.0 POINTS (81,796.0 - 7,176 - 20,317.0) 66.4%

TABLEAU 17
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES
OCCUPANT DES POSTES D' ADMINISTRATEUR ET DES POSTES SUPERIEURS,
PAR REGION ET PAR NATIONALITE
(AU 30 JUIN 1978 ET AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
AFRIQUE					
ALGERIE	2	2	-		
BRESIL	2	2	-		
CONGO	0	1	+1		
COTE D'IVOIRE	1	1	-		
EGYPTE	10	10	-		
ETHIOPIE	5	5	-		
GABON	1	1	-		
GAMBIE	2	2	-		
GHANA	1	1	-		
HAUTE-VOLTA	1 (1)	1 (1)	-		
KENYA	1	1	-		
LIBERIA	1	1	-		
MALAWI	1	0	-1		
MALI	1	1	-		
NIGERIA	2	2	-		
OUNGANDA	2	2	-		
R U DE TANG	5 (2)	5 (2)	-		
R U DU CAM	5	5	-		
SENEGAL	3	3	-		
SIERRA LEONE	4 (2)	3 (1)	-1 (-1)		
SOMALIE	1	1	-		
TCHAD	0 (0)	1 (1)	+1 (+1)		
TOGO	4	3	-1		
TUNISIE	2	2	-		
ZAIRE	1	2	+1		
TOTAL PARTIEL	58 (5)	58 (5)	-	23	24
AS DU NORD ET CARAIQUES					
BARRADE	2 (1)	2 (1)	-		
CANADA	27 (5)	26 (4)	-1 (-1)		
ETATS-UNIS	120 (29)	119 (29)	-1		
GUYANE	1 (1)	2 (2)	+1 (+1)		
JAMAIQUE	5 (2)	5 (2)	-		

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTÉES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
AM DU NORD ET CARAIBES (SUITE)					
TRINITE-ET-T	4 (1)	5 (1)	+1		
TOTAL PARTIEL	159 (39)	159 (39)	-	6	6
AMÉRIQUE LATINE					
ARGENTINE	9 (1)	11 (2)	+2 (+1)		
BOLIVIE	5 (1)	5 (1)	-		
BRESIL	3 (2)	3 (2)	-		
CHILI	16 (1)	14 (1)	-2		
COLOMBIE	7 (1)	7 (1)	-		
COSTA RICA	0	2	+2		
CUBA	1 (1)	1 (1)	-		
EQUATEUR	5 (0)	6 (1)	+1 (+1)		
HAÏTI	4 (2)	4 (2)	-		
HAÏTIQUE	1	1	-		
NICARAGUA	1 (1)	1 (1)	-		
PANAMA	1	1	-		
PARAGUAY	2	2	-		
PÉROU	6 (1)	6 (1)	-		
REP DOM	1 (1)	1 (1)	-		
URUGUAY	5 (0)	5 (1)	- (+1)		
VENEZUELA	1 (1)	1 (1)	-		
TOTAL PARTIEL	68 (13)	71 (16)	+3 (+3)	16	17
ASIE ET PACIFIQUE					
AUSTRALIE	8 (4)	6 (3)	-2 (-1)		
BANGLADESH	4 (1)	5 (2)	+1 (+1)		
BIRMANIE	3 (1)	4 (1)	+1		
CHINE	2	2	-		
INDE	24	25	+1		

RESIDE ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
ASIE ET PACIFIQUE (SUITE)					
INDONESIE	0	1	+1		
JAPON	11 (1)	15 (4)	+4 (+3)		
MALAISIE	2 (1)	1 (1)	-1		
NEPAL	3	3	-		
NOUVELLE-ZEL	7	7	-		
PAKISTAN	10 (1)	10 (1)	-		
PHILIPPINES	12 (3)	11 (3)	-1		
RP DES POP LAO	1	1	-		
SINGAPOUR	1	1	-		
SEI LAKA	8	8	-		
THAILANDE	1 (1)	2 (2)	+1 (+1)		
VLET NAM	1	1	-		
TOTAL PARTIEL	98 (13)	103 (17)	+5 (+4)	16	17
EUROPE OCCIDENTALE					
ALL E FED	24 (4)	25 (4)	+1		
AUTRICHE	7 (0)	8 (2)	+1 (+2)		
BELGIQUE	20 (2)	20 (2)	-		
DANEMARK	7 (1)	6 (1)	-1		
ESPAGNE	5	5	-		
FINLANDE	5 (1)	5 (1)	-		
FRANCE	16 (2)	18 (4)	+2 (+2)		
GRECE	8	7	-1		
IRLANDE	8 (1)	8 (1)	-		
ITALIE	13 (2)	14 (2)	+1		
NORVEGE	6 (1)	7 (1)	+1		
PAYS-BAS	29 (2)	35 (2)	+6		
PORTUGAL	1 (0)	1 (1)	- (+1)		
ROYAUME-UNI	60 (10)	58 ⁴ / (10)	-2		
SUEDE	19 (2)	16 (2)	-3		
TOTAL PARTIEL	228 (28)	233 (33)	+5 (+5)	15	15

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
EUROPE ORIENTALE					
BELORUSSIE	1	0	-1		
BULGARIE	2	2	-		
POLOGNE	1	1	-		
ROUMANIE	1	1	-		
URSS	9	9	-		
YOUgosLAVIE	3	3	-		
TOTAL PARTIEL	17	16	-1	6	5
MOYEN-ORIENT					
AFGHANISTAN	4	5	+1		
AR SAOUDITE	3 (1)	3 (1)	-		
IRAN	3 (1)	4 (2)	+1 (+1)		
IRAQ	1	2	+1		
ISRAEL	3	3	-		
JORDANIE	5 (0)	6 (1)	+1 (+1)		
KOWEIT	1 (1)	1 (1)	-		
LIBAN	5 (0)	6 (1)	+1 (+1)		
REP AR SYE	6 (1)	6 (1)	-		
TURQUIE	8 (1)	9 (2)	+1 (+1)		
YEMEN	1	1	-		
YEMEN DES	2	2	-		
TOTAL PARTIEL	42 (5)	48 (9)	+6 (+4)	12	12
AUTRE ORIGINE					
REP DE COREE	3 (1)	3 (1)	-		
SUISSE	8 (2)	7 (2)	-1		
APATRIDES	2	2	-		
TOTAL PARTIEL	13 (3)	12 (3)	-1	3	3
TOTAL	683 (706)	700 (722)	+17 (16)	97	99

a/ Y COMPRIS UN FONCTIONNAIRE ORDINAIRE DE LA RHODESIE DU SUD.

FOODS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (FISE)
CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FONCTIONNAIRES
OCCUPANT DES POSTES D' ADMINISTRATEUR ET DES POSTES SUPERIEURS,
PAR REGION ET PAR NATIONALITE
(AU 30. JUIN 1978 ET AU 30 JUIN 1979)

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTÉES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
AFRIQUE					
ALGERIE	1	1	-		
CONGO	1	1	-		
EGYPTE	3 (2)	3 (2)	-		
EMPIRE CENTR. AFR.	1 (1)	0 (0)	-1 (-1)		
ETHIOPIE	0	1	+1		
GAMBIE	1	1	-		
GHANA	1	2	+1		
MADAGASCAR	1	0	-1		
MALI	2	2	-		
HAURICE	0 (0)	1 (1)	+1 (+1)		
HAURITANIE	1 (1)	0 (0)	-1 (-1)		
UGANDA	2	1	-1		
R U DE TANZ.	3 (0)	5 (1)	+2 (+1)		
SENEGAL	3 (1)	4 (1)	+1		
TOGO	2	2	-		
TUNISIE	2	2	-		
ZAIRE	2	2	-		
TOTAL PARTIEL	26 (5)	28 (5)	+2	15	14
POURCENTAGE	9.0%	7.3%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	.87%	.83%
AM DU NORD ET CARAIBES					
CANADA	12 (2)	12 (1)	- (-1)		
ETATS-UNIS	64 (17)	69 (24)	+5 (+7)		
GUYANE	1	1	-		
TRINITE-ET-T.	1	1	-		
TOTAL PARTIEL	78 (19)	83 (25)	+5 (+6)	4	4
POURCENTAGE	27.0%	21.5%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	27.13%	25.23%
AMERIQUE LATINE					
ARGENTINE	1	1	-		
BOLIVIE	1	0	-1		
BRESIL	1	2	+1		

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
AMERIQUE LATINE (SUITE)					
CHILI	2	2	-		
COLOMBIE	4 (1)	3 (0)	-1 (-1)		
COSTA RICA	1	1	-		
GUATEMALA	1	1	-		
HAITI	3	2	-1		
MEXIQUE	1	1	-		
PANAMA	2 (1)	2 (1)	-		
PEROU	2	2	-		
VENEZUELA	0 (0)	1 (1)	+1 (+1)		
TOTAL PARTIEL	19 (2)	18 (2)	-1	11	11
POURCENTAGE	6.6%	4.7%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	1.32%	1.2%
ASIE ET PACIFIQUE					
AUSTRALIE	4	4	-		
BANGLADESH	1	3	+2		
BIRMANIE	0	1	+1		
CHINE	2 (1)	3 (1)	+1		
INDE	6	6	-		
INDONESIE	2 (1)	1 (1)	-1		
JAPON	3 (1)	4 (1)	+1		
NEPAL	2	3	+1		
NOUVELLE-ZELANDE	3 (1)	3 (1)	-		
PAKISTAN	5 (2)	5 (2)	-		
PHILIPPINES	10 (2)	11 (2)	+1		
SRI LANKA	1	1	-		
THAILANDE	2	3	+1		
VIET NAM	1	1	-		
TOTAL PARTIEL	42 (8)	49 (8)	+7	13	14
POURCENTAGE	14.5%	12.7%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	7.24%	6.9%

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
EUROPE OCCIDENTALE					
ALL R FED	16 (3)	15 (3)	-1		
AUTRICHE	1	1	-		
BELGIQUE	5	5	-		
DANEMARK	3	3	-		
ESPAGNE	2	2	-		
FRANCE	15 (4)	16 (6)	+1 (+2)		
GRECE	3 (2)	3 (2)	-		
IRLANDE	1	2	+1		
ITALIE	3 (0)	4 (1)	+1 (+1)		
NORVEGE	3	5	+2		
PAYS-BAS	5	5	-		
ROYAUME-UNI	24 (4)	26 (4)	+2		
SUEDE	9	12	+3		
TOTAL PARTIEL	90 (13)	99 (16)	+9 (+3)	13	13
POURCENTAGE	31.1%	25.6%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	54.64%	55.18%
EUROPE ORIENTALE					
URSS	5	5	-		
YOUgosLAVIE	2 (1)	2 (1)	-		
TOTAL PARTIEL	7 (1)	7 (1)	-	2	2
POURCENTAGE	2.4%	1.8%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	1.77%	1.60%
MOYEN-ORIENT					
CYPRE	1	1	-		
IRAN	3 (1)	3 (1)	-		
IRAQ	3 (2)	3 (2)	-		
JORDANIE	1	1	-		
LIBAN	6 (1)	6 (1)	-		
REP AR SYR	1	2	+1		
TURQUIE	3	3	-		
TOTAL PARTIEL	18 (4)	19 (4)	+1	7	7
POURCENTAGE	6.2%	4.9%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	3.20%	2.00%

REGION ET NATIONALITE	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES		AUGMENTATION OU DIMINUTION	NOMBRE DE NATIONALITES REPRESENTES	
	AU 30/6/78	AU 30/6/79		AU 30/6/78	AU 30/6/79
AUTRE ORIGINE					
REP DE COREE	2	2	-		
SUISSE	7 (1)	8 (1)	+1		
TOTAL PARTIEL	9 (1)	10 (1)	+1	2	2
POURCENTAGE	3.1%	2.6%	CONTRIBUTION GOUVERNEMENT	3.78%	6.98%
TOTAL	289 (53)	313 (62)	+24 (+9)	67	67

TABLEAU 19

NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES D'ADMINISTRATEUR ET DES POSTES SUPERIEURS

A L'ONU ET DANS LES ORGANISATIONS APPARENTÉES

(AU 31 DECEMBRE 1978)

ORGANISATION	ESG ET AU-DESSUS	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	TOTAL	TOTAL DE FONCTION- NAIRES	POURCENTAGE DE FEMMES DU SERVE FEMMIN
ONU	1	2	11	57	175	306	225	41	818	3 771	21.7
PFUD	0	1	2	6	24	41	32	12	118	716	16.5
FISE	1	1	1	6	17	22	27	5	80	379	21.1
HCE	0	0	1	3	6	4	12	5	31	221	14.0
UNITAR	0	0	0	0	0	1	2	0	3	11	27.3
UNRWA	0	0	0	0	0	1	0	0	1	71	1.4
ITC	0	0	0	1	0	2	8	1	12	75	16.0
ICSC	0	0	0	1	1	1	0	0	3	10	30.0
UNU	0	0	0	2	0	0	1	0	3	29	10.3
CIJ	0	0	0	0	0	0	2	0	2	15	13.3
OIT ^{a/}	0	1	1	9	16	57	22	6	112	775	14.5
FAO	0	0	4	13	36	55	60	31	199	1 423	14.0
UNESCO	1	0	2	27	52	74	73	10	239	1 062	22.5
ONS	0	1	3	15	22	57	39	7	144	816	17.6
OPS	0	0	0	1	9	7	15	14	46	150	30.7
BIRD/SPI ^{b/}	-	-	-	-	-	-	-	-	268	2 504	10.7
FMI ^{b/}	-	-	-	-	-	-	-	-	172	791	21.7
OACI	0	0	0	0	4	25	7	0	36	275	13.1
WFO	0	0	0	0	2	3	3	0	8	67	11.9
UIT	0	0	0	1	6	12	3	0	22	205	10.7
ONH	0	0	0	0	2	6	6	1	15	122	12.3
ONCI	0	0	0	0	1	7	3	2	13	79	16.5
ONPI	1	0	0	1	2	1	2	0	7	66	10.6
FIDA	0	0	0	0	1	0	1	0	2	36	5.6
AIRA	0	0	0	1	11	13	23	5	53	470	11.3
ICITO/GATT	0	0	0	1	7	13	13	1	35	129	27.1
TOTAL	4	6	25	145	394	708	579	141	2 442	14 268	17.1

^{a/} Y COMPRIS LE NOMBRE DE PERSONNEL FEMMIN DU CENTRE INTERNATIONAL DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE, TORONTO.

^{b/} LA CLASSIFICATION DES POSTES A LA BIRD/SPI ET AU FMI ETANT DIFFERENTE DE CELLE UTILISEE DANS LE CADRE DU REGIME COMMUN DES TRAITEMENTS ET INDUITS DES NATIONS UNIES, LE TABLEAU N'INDIQUE QUE LE TOTAL.

REPARTITION, SELON LE SEXE, DU PERSONNEL DU SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A. REPARTITION, SELON LE SEXE, DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR
DU SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE
ET DES POSTES QUI EXIGENT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES
(PAR CLASSE ET PAR DEPARTEMENT OU SERVICE)
(AU 30 JUIN 1979)

DEPARTEMENT OU SERVICE	SSA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
BOSG	1				2		4		3				1		3	2	1		5	12	17
ODGDIC	1											2								3	3
OUSGSPA	2				3				2	2			2	2					4	9	13
OSPQ	1		1		1			1		1			1						2	4	6
OUSPGAA	1				1		1	1	1	3	1	1	1		3				5	9	14
OSSRCS				1	1			1	2	3	2	7	1						11	7	18
OLA	1				2	2	4	1	10	2	10		9	4	5				9	41	50
PSCA	1		1		4	2	10	1	20	4	21	7	11	3	5				17	73	90
PATD	1				1	1	3		6	3	6	2	3	4	1	1			11	21	32
IRSA	1	1	2	1	6	2	20	9	31	13	59	21	37	20	22	4	4	71	182	253	
ICD	1	1			3	1	15	3	34	10	47	5	32	12	12	1	1	33	145	178	
ECE	1				1		9	2	22	3	30	5	26	6	8		2	16	99	115	
ESCAP	1				1		7	2	21	4	43	7	39	9	17	1	2	23	131	154	
ECLA	1						11		22	3	45	8	24	8	21	2	3	21	127	148	
ECA	1				1		12	1	21	40	11	52	3	20	2	8	17	155	172		
ECWA	1				1		4		13	2	25	2	14	4	6	3	4	11	68	79	
UNCTAD ^{a/}	1		2		9		17		43	5	50	5	53	5	15	1	2	16	192	208	
UNIDO ^{a/}	1				7	1	19		67	7	111	16	74	14	27	11	1	49	307	356	
UNEP ^{a/}	1			3	1	1	5	1	6	3	11	5	8		6			10	41	51	
HABITAT				1	1		4		3	1	6	2	5	1	1			4	21	25	
AR/USG	1								1					1				1	2	3	
AR/OPS				1	5		4	2	15	4	19	7	12	7	14	1	3	21	73	94	
AR/OPS				1	4	1	3	1	12	9	9	11	9	8	4			30	42	72	
AR/OGS				1	3		7	2	9		25	4	14	4	21	1	1	11	41	92	
AR/ARS							1	1	1	2		4	1					3	7	10	
AR/IAD					1				3		8	1	9	1	6			2	27	29	
AR/EDP					1		3	1	1		7	1	5		2	1		3	19	22	
CS	1			1	4		9	10	27	48	97	116	179	49	75	2	1	226	393	619	
DPI ^{b/}	1				3	1	10	5	28	8	40	16	28	15	18	2	2	47	130	177	
UPOG ^{c/}	1		2		3		14	6	41	28	82	36	113	29	54	2	1	101	311	412	
HR					1		1		10	2	10	6	5	2	3			10	30	40	
CTC				1	2		2		4	1	4	1	5	1	3	1		4	21	25	
WORLDIA							1	1	3				1	1	1			2	6	8	
WPC				1	1		2		6		1		3	1				1	14	15	
UNCLS	1				1		1		5	1	2	1	1	1	2		1	3	14	17	
UNREG	1						1						1						3	3	
UNCTSD	1				1		2		1		1		1						7	7	
WCDE			1											1				1	1	2	
UNJSPF							1		1		2	2	2	4	2		1	6	9	15	
INTORG								1	2		2	1	1	1	1			3	6	9	
MISSION							2		4		5	1	1		3			1	15	16	
TOTAL	27	3	18	2	77	13	211	53	504	170	830	311	786	224	383	37	37	813	2 873	3 686	

^{a/} Y COMPRIS LES BUREAUX DE LIAISON SITUES DANS D'AUTRES LIEUX D'AFFECTATION.

^{b/} Y COMPRIS LES CENTRES D'INFORMATION.

^{c/} Y COMPRIS LA DIVISION DES STUPEFIANTS, LE SECRETARIAT DE L'ORGANISME INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS, LA DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES ET LE SECRETARIAT DE LA CONFERENCE DU COMITE DU DESARMEMENT A GENEVE.

B. REPARTITION, SELON LE SEXE, DES AGENTS DES SERVICE GENERAUX ET AUTRES CATEGORIES APPARENTES
PAR DEPARTEMENT OU SERVICE

BUREAU	SERVICES GENERAUX					AUTRES g/				
	F	%	H	%	TOTAL	F	%	H	%	TOTAL
BOSG	26	100.0			26			2	100.0	2
ODGDIC	4	100.0			4					
OUSGSPA	9	100.0			9					
OSPO	6	100.0			6					
OUSPGAA	9	100.0			9					
OSSECS	11	100.0			11					
OLA	37	94.9	2	5.1	39					
PSCA	58	96.7	2	3.3	60					
PATD	21	87.5	3	12.5	24					
INSA	152	72.4	58	27.6	210					
TCB	246	91.1	24	8.9	270					
ECB	85	76.6	26	23.4	111					
ESCAP	219	44.6	272	55.4	491	3	60.0	2	40.0	5
ECLA	235	50.2	233	49.8	468			1	100.0	1
ECA	217	49.9	218	50.1	435			1	100.0	1
ECVA	98	61.6	61	38.4	159					
UNCTAD a/	165	81.3	38	18.7	203					
UNIDO a/	451	76.8	136	23.2	587	4	5.3	72	94.7	76
UNEP a/	17	89.5	2	10.5	19					
UNEP a/	196	58.5	139	41.5	335					
HABITAT	28	90.3	3	9.7	31					
AN/USG	4	100.0			4					
AN/OPS	91	72.8	34	27.2	125					
AE/OPS	98	80.3	24	19.7	122					
AN/OGS	175	43.9	224	56.1	399	20	2.3	854	97.7	874
AN/ANS	7	77.8	2	22.2	9					
AN/IAD	11	73.3	4	26.7	15					
AN/NDP	19	52.8	17	47.2	36					
CS	359	53.4	313	46.6	672			26	100.0	26
DPI b/	228	56.0	179	44.0	407	39	92.9	3	7.1	42
UNOG c/	468	46.4	540	53.6	1 008	34	100.0			34
HR	30	93.8	2	6.3	32					
CTC	21	80.8	5	19.2	26					
WAFBIA	10	76.9	3	23.1	13					
WFC	13	86.7	2	13.3	15					
UNCLS	11	91.7	1	8.3	12					
UNERG	2	100.0			2					
UNCTSD	10	90.9	1	9.1	11					
UCDW	2	100.0			2					
UNJSPF	22	51.2	21	48.8	43					
INTORG	10	76.9	3	23.1	13					
MISSION	124	17.1	601	82.9	725			17	100.0	17
TOTAL	4 005	55.6	3 193	44.4	7 198	100	9.3	978	90.7	1 078

g/ Y COMPRIS LES AGENTS DU SERVICE MOBILE ET DU SERVICE DE SECURITE, LES TRAVAILLEURS MANUELS ET LES GUIDES.

h/ Y COMPRIS LES BUREAUX DE LIAISON SITUES DANS D'AUTRES LIEUX D'AFFECTATION.

i/ Y COMPRIS LES CENTRES D'INFORMATION.

j/ Y COMPRIS LA DIVISION DES STUPEFIANTS, LE SECRETARIAT DE L'ORGANISME INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS, LA DIVISION DES AFFAIRES SOCIALES ET LE SECRETARIAT DE LA CONFERENCE DU COMITE DU DESARMEMENT A GENEVE.

TABLERAU 21

REPARTITION, SELON LE SEXE, DU PERSONNEL DU SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A. REPARTITION, SELON LE SEXE, DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR

DU SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

OCCUPANT DES POSTES SOUMIS A LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE

ET DES POSTES QUI REQUIERENT DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES SPECIALES

(PAR CLASSE ET PAR DIVISION OU SERVICE)

(AU 30 JUIN 1979)

DIVISION OU SERVICE	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL			
	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	TOTAL	
EOG		1				2		4		3				1		3	2	1		5	12	17
ODGDI		1											2								3	3
USGSPA		2				3				2	2				2	2				4	9	13
OSPD		1		1		1				1		1			1					2	4	6
USPGA		1				1		1	1	1	3	1	1	1		3				5	9	14
OSBGS				1		1				1	2	3	2	7	1					11	7	18
OLA		1				1		1		3	2	2			2		2			2	12	14
GBB								2	1		6		5		5	2	1			4	18	22
COD						1		2	1	1		3			2	2	2			3	11	14
PSCA		1				1				2		4	2	3	1	2				3	13	16
SC						1		4	1	3	2	8		1	1					4	17	21
DA				1		1	1	1		7	1	5	1	2		1				3	18	21
AP						1				3	1	2	2	2		2				3	10	13
OS								3		1		2	1	2	1					2	8	10
PA							1	2		4				1	1					2	7	9
PATD		1				1	1	3		6	3	6	2	3	4	1	1			11	21	32
IESUSG		1				2		2		1	2	1	1	2	1					4	9	13
EO										1	1	1						1		2	2	4
DRP				1		1		6		8	1	24	4	9	4	7				9	56	65
POP						1		1	1	2	1	6	4	3	3					9	13	22
OST						1		1		2	2	1		2	2					4	7	11
SDR				1		1		2	4	4		12	5	3	3	5	1			16	26	42
STO						1	1	5	1	9	5	12	5	15	5	8	2	3		19	53	72
PFC				1				3	3	4	1	2	2	3	2	2		1		8	16	24
TCD		1	1			1		7	3	16	6	29	1	13	7	6				18	73	91
BRT						1		3		6	1	8		4		3				1	25	26
PAP						1		2		4		2	2	2	1	2				3	13	16
AFR								1		2	2	2	1	4	1	1	1			5	10	15
ASP								1		3	1	3		1	2			1		3	9	12
ARR							1			1		2	1	2	1					3	5	8
HEI								1		2		1		6							10	10
ECE		1				1		9	2	22	3	30	5	26	6	8		2		16	99	115
ESCAP		1				1		7	2	21	4	43	7	39	9	17	1	2		23	131	154
ECLA		1						9		18	3	34	6	18	5	14	2	3		16	97	113
HEX								2		4		11	2	6	3	7				5	30	35
ECA		1				1		12	1	21		40	11	52	3	20	2	8		17	155	172
ECWA		1				1		4		13	2	25	2	14	4	6	3	4		11	68	79
UNCTAD		1		2		1		3		4	1	3		1		1				1	16	17

TABLAU 21 (SUITE)

DIVISION OU SERVICE	SQA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
HPD					1		2		4		10		9	2	5				2	31	33
COB					2		4		9		10	2	7		1				2	33	35
HAN							1		5		4		7		1		2			20	20
SEP					1		1		5		3		9							19	19
BCD					1		1		2		4		4		2					14	14
DES					1				2		1		3	1	1				1	8	9
TBC					1		2		6	2	6		4		3				2	22	24
PSS					1		3		6	2	9	3	9	2	1	1			8	29	37
UNIDO	1				1		2		1		3	1			1				1	9	10
PL					1		1		11	1	16	3	8	3	3	2			9	40	49
CS					1	1	3		5	3	15	8	29	3	2	2			17	55	72
ST					1		4		13		25	1	8	2	5	3			6	56	62
OP					2		8		31	1	43	2	20	1	10	3	1		7	115	122
AD					1		1		6	2	9	1	9	5	6	1			9	32	41
UNPRO	1				1		2		2		3	1	3	1	3				2	15	17
UNEP	1		3		1	1	5	1	6	3	11	5	8		6				10	41	51
HABITAT			1		1		4		3	1	6	2	5	1	1				4	21	25
A H/USG	1								1						1				1	2	3
A H/OPS			1		2		1	1	2		3	1	1		2				2	12	14
POL					1					2	2	1	1		1				3	5	8
BUD					1		1		4	1	4	1	4		5	1			3	19	22
ACC					1		1	1	5	1	6	4	4	7	5		2		13	24	37
TRE							1		4		4		2		1		1			13	13
A H/OPS			1						2	1	1	1	1	2					4	5	9
POL					1				2	1	2	3		1					5	5	10
BEC					1		2	1	3		3	4	3	1	1				6	13	19
ADM					1	1	1		4	5	3	2	5	3	3				11	17	28
HRD					1				1	2		1		1					4	2	6
A H/OGS			1				2	1			3	1	1						2	7	9
SEC									1				2		3					6	6
P&T					1				3		6		3	1	7				1	20	21
BBS							1		1		2	1		1	1				2	5	7
CS					1		2	1	3		3	1	3		3	1			3	15	18
CHS							1		1		3	1	2	1	4				2	11	13
POD					1		1				8		3	1	3		1		1	17	18
A H/AHS						1	1	1	2		4	1							3	7	10
A H/IAD					1				3		8	1	9	1	6				2	27	29
A H/BDP					1		3	1	1		7	1	5		2	1			3	19	22
CS	1						1		1		1	2	1	1	1				3	6	9
BOR					1		1	2		4	2	10	2	7	5				23	11	34
IRD					1		1	4	6	14	27	32	43	7	3				57	81	138

TABLEAU 21 (SUITE)

DIVISION OF SERVICE	SQA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		TOTAL		TOTAL																							
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H																								
TRA					1		4	3	16	26	57	43	105	23	53					96	235	331																						
PUB						1				3		6	3	20	3	10				6	40	46																						
LIB						1		2	1	1	4	4	26	8	8	3	2	1		41	20	61																						
DPI		1					1	1		2	1		1	1	1					4	5	9																						
PPD						1			2	5	3	5	4	7	3	4	1			13	22	35																						
RVS						1		3	1	3	3	10	6	15	6	10	1	2		17	44	61																						
ERD								2	2	4		2	4	1	3	2				9	11	20																						
ESI						1		1		5		5		3	1	1				1	16	17																						
UBIC								3		9	1	10	1	1	1	1				3	32	35																						
UNOG		1		1		2		2		10	4	9	1	2	5	3				10	30	40																						
LIB								1		2		1	1	3	8	2				9	9	18																						
APS						1		3	1	5	1	4	2	7	5	8				9	28	37																						
CON								3	3	19	22	57	31	88	11	34	2	1		69	202	271																						
GEN								1		4		3		5		4					17	17																						
DRUG				1				4	2	1	1	8	1	8		3				4	25	29																						
ER						1		1		10	2	16	6	5	2	3				10	30	40																						
CTC				1		2		2		4	1	4	1	5	1	3	1			4	21	25																						
MAHIBIA								1	1	3				1	1	1				2	6	8																						
WPC				1		1		2		6		1		3	1					1	14	15																						
UNCLS		1				1		1		5	1	2	1	1	1	2		1		3	14	17																						
UNERG		1						1						1							3	3																						
UNCSTD		1				1		2		1		1		1							7	7																						
WCDW				1										1						1	1	2																						
UNJSPF								1		1		2	2	2	4	2		1		6	9	15																						
INTORG									1	2		2	1	1	1	1				3	6	9																						
UNTSO										1											1	1																						
UNFCIP								1		2			1	1						1	4	5																						
UNSDIP										1											1	1																						
UNPRNE													1								1	1																						
UNIPIL													1			1					2	2																						
UNEP								1				3				1					5	5																						
UNDOF																1					1	1																						
TOTAL		27		3		18		2		77		13		211		53		504		170		830		311		786		224		383		37		37		813		2		873		3		686

B. REPARTITION, SELON LE SEXE, DES AGENTS DES SERVICES GENERAUX ET AUTRES CATEGORIES APPARENTÉES
PAR DIVISION OU SERVICE
(AU 30 JUIN 1979)

BUREAU	SERVICES GENERAUX					AUTRES 2/				
	F	%	M	%	TOTAL	F	%	M	%	TOTAL
BDSG	26	100.0			26			2	100.0	2
ODGDIC	4	100.0			4					
USGSPA	9	100.0			9					
OSPO	6	100.0			6					
USPGAA	9	100.0			9					
OSSECS	11	100.0			11					
OLA	20	90.9	2	9.1	22					
GEN	11	100.0			11					
COD	6	100.0			6					
PSCA	10	90.9	1	9.1	11					
SC	14	100.0			14					
DA	16	100.0			16					
AP	9	100.0			9					
OS	5	100.0			5					
PA	4	80.0	1	20.0	5					
PATD	21	87.5	3	12.5	24					
IHSUSG	8	100.0			8					
BO	14	93.3	1	6.7	15					
DRP	32	66.7	16	33.3	48					
POP	19	82.6	4	17.4	23					
OST	6	66.7	3	33.3	9					
SDR	19	100.0			19					
STO	35	51.5	33	48.5	68					
PPC	19	95.0	1	5.0	20					
TCD	146	87.4	21	12.6	167					
RRT	31	91.2	3	8.8	34					
PAF	18	100.0			18					
APR	16	100.0			16					
ASP	13	100.0			13					
AHR	10	100.0			10					
HRI	12	100.0			12					
BCE	85	76.6	26	23.4	111					
ESCAP	219	44.6	272	55.4	491	3	60.0	2	40.0	5
ECLA	181	47.6	199	52.4	380			1	100.0	1
HRI	54	61.4	34	38.6	88					
ECA	217	49.9	218	50.1	435			1	100.0	1
ECVA	98	61.6	61	38.4	159					
USCTAD	18	100.0			18					
RFD	29	65.9	15	34.1	44					
COH	14	70.0	6	30.0	20					

BUREAU	SERVICES GÉNÉRAUX					AUTRES 2/				
	F	%	E	%	TOTAL	F	%	E	%	TOTAL
HAN	13	86.7	2	13.3	15					
SHP	14	82.4	3	17.6	17					
BCD	8	100.0			8					
DNS	4	100.0			4					
TBC	18	94.7	1	5.3	19					
PSS	47	81.0	11	19.0	58					
UNIDO	11	91.7	1	8.3	12					
PL	45	97.8	1	2.2	46					
CS	65	67.0	32	33.0	97	4	36.4	7	63.6	11
ST	58	89.2	7	10.8	65					
OP	151	91.0	15	9.0	166					
AD	121	60.2	80	39.8	201			65	100.0	65
UNEDRO	17	89.5	2	10.5	19					
UNEP	196	58.5	139	41.5	335					
HABITAT	28	90.3	3	9.7	31					
AM/USG	4	100.0			4					
AM/OPS	11	91.7	1	8.3	12					
POL	10	100.0			10					
BUD	13	92.9	1	7.1	14					
ACC	45	61.6	28	38.4	73					
TRE	12	75.0	4	25.0	16					
AM/OPS	12	92.3	1	7.7	13					
POL	15	78.9	4	21.1	19					
BEC	25	92.6	2	7.4	27					
ADH	34	69.4	15	30.6	49					
BED	12	85.7	2	14.3	14					
AM/OGS	12	100.0			12					
SEC	3	100.0			3	6	2.8	211	97.2	217
P&T	35	57.4	26	42.6	61			44	100.0	44
BNS	24	75.0	8	25.0	32			132	100.0	132
CS	46	23.6	149	76.4	195			1	100.0	1
CHS	32	51.6	30	48.4	62					
POD	23	67.6	11	32.4	34	14	2.9	466	97.1	480
AM/AMS	7	77.8	2	22.2	9					
AM/IAD	11	73.3	4	26.7	15					
AM/EDP	19	52.8	17	47.2	36					
CS	9	52.9	8	47.1	17					
BOR	194	75.2	64	24.8	258					
IND	14	82.4	3	17.6	17					
TRA	39	65.0	21	35.0	60					
PUB	46	19.2	193	80.8	239			21	100.0	21

BUREAU	SERVICES GENERAUX					AUTRES S/				
	F	%	H	%	TOTAL	F	%	H	%	TOTAL
LID	57	70.4	24	29.6	81			5	100.0	5
DPI	12	92.3	1	7.7	13					
PPD	26	89.7	3	10.3	29					
RVS	34	70.8	14	29.2	48					
RRD	24	88.9	3	11.1	27	39	92.9	3	7.1	42
RSI	19	90.5	2	9.5	21					
UNIC	113	42.0	156	58.0	269					
UNOG	46	60.5	30	39.5	76					
LID	8	26.7	22	73.3	30					
AFS	57	57.0	43	43.0	100					
CON	270	69.4	119	30.6	389					
GRS	54	15.5	295	84.5	349	34	100.0			34
DRUG	33	51.6	31	48.4	64					
HR	30	93.8	2	6.3	32					
CTC	21	80.8	5	19.2	26					
NAHIDIA	10	76.9	3	23.1	13					
WPC	13	86.7	2	13.3	15					
UNCLS	11	91.7	1	8.3	12					
UNERG	2	100.0			2					
UNCSYD	10	90.9	1	9.1	11					
UCDN	2	100.0			2					
UNJSPF	22	51.2	21	48.8	43					
INSTORG	10	76.9	3	23.1	13					
UNTSO	18	11.0	146	89.0	164					
UNHGIP	1	2.2	44	97.8	45					
UNFCYP	8	100.0			8					
UNSDIP	1	12.5	7	87.5	8					
UNPHER	1	100.0			1					
UNIPIL	30	42.9	40	57.1	70					
UNTAC	3	100.0			3					
UNEP	37	10.0	332	90.0	369			17	100.0	17
UNDOF	25	43.9	32	56.1	57					
TOTAL	4 005	55.6	3 193	44.4	7 198	100	9.3	978	90.7	1 078

Y COMPRIS LES AGENTS DU SERVICE MOBILE ET DU SERVICE DE SECURITE, LES TRAVAILLEURS MANUELS ET LES GUIDES.

Signification des sigles (anglais) désignant les départements et divisions

EOSG	Cabinet du Secrétaire général
ODGDIC	Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique
USGSPA	Bureau des Secrétaire généraux adjoints aux affaires politiques affaires politiques spéciales
OSPO	Bureau des questions politiques spéciales
USPGAA	Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale
OSSECS	Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales
OLA	Bureau des affaires juridiques
GEN	Division des questions juridiques générales
COD	Division de la codification
PSCA	Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité
SC	Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques
DA	Centre pour le désarmement
AP	Centre contre l' <u>apartheid</u>
OS	Division de l'espace extra-atmosphérique
PA	Division des affaires politiques
PATD	Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation

/...

IESAUSG	Département des affaires économiques et sociales internationales Bureau du Secrétaire général adjoint
EO	Service administratif
DRP	Recherche et analyse des politiques en matière de développement
POP	Division de la population
OST	Bureau de la science et de la technique
SDH	Centre pour le développement social et les affaires humanitaires
STO	Bureau de statistique
PPC	Planification des programmes et coordination
TCD	Département de la coopération technique pour le développement
RET	Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports
PAF	Division de l'administration et des finances publiques
AFR	Service de l'Afrique
ASP	Service de l'Asie et du Pacifique
AMR	Service des Amériques
MEI	Section du Moyen-Orient, de la Méditerranée, de l'Europe et des questions interrégionales
ECE	Commission économique pour l'Europe
ESCAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
ECLA	Commission économique pour l'Amérique latine
MEX	Bureau de Mexico
ECA	Commission économique pour l'Afrique
ECWA	Commission économique pour l'Asie occidentale
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
MFD	Division des questions monétaires, financières et de développement

COM	Division des produits de base
MAN	Division des articles manufacturés
SHP	Division des transports maritimes
ECD	Division de la coopération économique entre pays en développement
DES	Division des échanges entre pays des systèmes économiques et sociaux différents
TEC	Division du transfert de techniques
PSS	Division de l'appui au Programme
UNIDO	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PL	Division de la coordination des politiques
CS	Division des services de conférence , de l'information et des relations extérieures
ST	Centre international d'études industrielles
OP	Division des opérations industrielles
AD	Division des services administratifs
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
HABITAT	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
AM/USG	Département de l'administration et de la gestion
AM/OFS	Bureau des services financiers
POL	Division de la coordination
BUD	Division du budget
ACC	Division de la comptabilité
TRE	Division de la trésorerie

/...

AM/OPS	Bureau des services du personnel
POL	Division de la coordination
REC	Division du recrutement
ADM	Division de l'administration du personnel
MED	Service médical
AM/OGS	Bureau des services généraux
SEC	Service de la sécurité et de la sûreté
P+T	Division des achats, des transports et des bâtiments
BMS	Service des bâtiments
CS	Division des communications, des dossiers et des Services commerciaux
CMS	Service de gestion commerciale
FOD	Division des missions
AM/AMS	Service de gestion administrative
AM/IAD	Division de vérification intérieure des comptes
AM/EDP	Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques
CS	Département des conférences
EOR	Division de la rédaction et des documents officiels
IMD	Division d'interprétation et des séances
TRA	Division de traduction
PUB	Division des publications
LIB	Bibliothèque Dag Hammarskjöld

DPI	Département de l'information
PPD	Division de la presse et des publications
RVS	Division de la radio et des moyens visuels
ERD	Division des relations extérieures
ESI	Division de l'information économique et sociale
UNIC	Centres d'information des Nations Unies
UNOG	Office des Nations Unies à Genève
LIB	Bibliothèque
AFS	Services administratifs et financiers
CON	Division des conférences
GEN	Division des Services généraux
DRUG	Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants
HR	Division des droits de l'homme
UNCTNC	Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
NAMIBIA	Bureau du Commissaire pour la Namibie
WFC	Secrétariat du Conseil mondial de l'alimentation
UNCLS	Secrétariat de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
UNERG	Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables
UNCSTD	Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement
WCDW	Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies pour la femme
UNJSPF	Secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

/...

INTORG Corps commun d'inspection
 Comité consultatif pour les questions administratives
 Centre international de calcul
 Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques

UNTSO Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la
 trêve en Palestine

UNFCYP Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

UNSDIP Dépôt de l'ONU à Pise

UNP/IMP Bureau du Coordonnateur des missions des Nations Unies
 chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

UNIFIL Force intérimaire des Nations Unies au Liban

UNEF Force d'urgence des Nations Unies

UNDOF Force des Nations Unies chargée d'observer le désarmement.
